

placer une partie de leurs fonds de façon avantageuse pour la lutte d'émancipation de la classe, d'autant plus que la propriété rurale leur permettrait de retirer un grand nombre d'ouvriers du marché pendant les grèves : il serait même possible de les occuper à un travail productif et dans tous les cas leur entretien serait sûrement moins coûteux que dans les villes.

Un puissant moyen de propagande à la fois pour les coopératives et les syndicats serait l'établissement de maisons de convalescence ou de colonies de vacances et enfin, comme dernière perspective, la fondation sur leur propre terrain de *cités-jardins* populaires, afin de soustraire les compagnons, en aussi grand nombre que possible, à l'exploitation de la propriété locative urbaine.

Tout cela est réalisable immédiatement, dans tous les Etats civilisés, sans mesures législatives, sans modifications du droit existant, sans changement essentiel dans l'organisation des partis.

Une seule condition est indispensable pour réaliser cette œuvre : la vouloir !

## LIVRE IV

### CRITIQUE DE LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA DISTRIBUTION

#### CHAPITRE XIV

##### LA THÉORIE DU FONDS DES SALAIRES

Nous avons exposé à plusieurs reprises au cours de cet ouvrage la théorie classique du capital ; nous nous contenterons donc de la résumer ici en quelques mots.

Le capital est un fonds de moyens de production, c'est-à-dire de biens d'acquisition, et l'on distingue généralement le bien d'acquisition « produit », le capital proprement dit, du bien d'acquisition non-produit, le sol. On comprend donc par capital, selon cette définition plus restreinte, tous les produits du travail qui sont destinés non à la consommation immédiate comme biens d'utilisation, mais à la production d'autres biens d'utilisation : ateliers et fabriques, instruments et machines, matières premières (fibres de tissus, métaux, couleurs) et matières auxiliaires (charbons, huile), etc. A ces biens vient s'ajouter encore une des plus importantes espèces du capital, l'argent, le métal précieux monnayé ou non.

Ce capital « s'accumule » dans la propriété privée à la suite de relations d'ordre purement économique entre des citoyens libres et jouissant de droits égaux, et il s'accumule exclu-

sivement chez les membres de la société économique qui se distinguent par des vertus particulières : persévérance, facultés économiques remarquables, tempérance, etc.

Le but et la récompense de ces vertus est le profit. Pour pouvoir produire avec succès l'ouvrier a besoin de moyens de production ; comme il n'en possède aucun en propre, il cède au propriétaire du capital une partie de son pouvoir d'acquisition supplémentaire : le rabot de Bastiat !

#### A. La théorie bourgeoise naïve du capital.

Tant que cette conception reste aussi superficielle nous avons ce que l'on peut nommer la *théorie bourgeoise naïve du capital*. Elle se présente sous deux formes différentes : la *théorie du travail du capital* et la *théorie de la fructification du capital*. Toutes deux résultent d'une même conception fort simpliste de l'économie.

Le droit de disposer d'une certaine quantité de capital : argent, machines, etc., assure à son détenteur dans l'ordre social actuel une somme de profit plus ou moins importante selon le degré de sécurité du placement, c'est là la condition préalable indispensable de toute activité économique pour l'homme contemporain ; et cette condition lui semble si évidente qu'il est peu enclin à l'examiner critiquement. C'est pour lui le fait existant *a priori*, le pôle fixe dans la fuite des apparences, la base immuable sur laquelle reposent ses estimations et ses actions, l'axiome ne nécessitant aucune vérification, aucune preuve. Le profit est pour lui un fait tout à fait « naturel ». Demandez-lui comment le profit se produit, il répondra généralement : « le capital travaille », considérant ainsi naïvement le profit comme le salaire du capital.

Or, il est bien possible de parler au sens figuré du « travail du capital » ; mais scientifiquement une expression aussi ambiguë est absolument inacceptable. Le travail est

accompli au moyen des muscles et du cerveau et le capital ne possède ni membres ni centre cérébral. Il ne travaille pas, il fait seulement travailler ; et cette expression même est encore impropre, car ce n'est pas le capital mais le capitaliste qui fait travailler : et les gens qui travaillent véritablement avec leurs muscles et leur cerveau travaillent avec le capital et au capital.

La théorie de la fructification n'est pas moins simpliste. Les Grecs déjà appelaient l'intérêt : τόκος, l'engendré. Le terme même indique que l'intérêt, le profit, leur apparaissait comme le fruit du capital, fruit que ce dernier porte tout comme le pommier porte la pomme et la vache le veau. Un spirituel Américain, Upton Sinclair, l'auteur de *la Jungle*, caractérise cette théorie de la manière suivante. Selon la conception usuelle le premier dollar d'argent est le mâle, le second la femelle ; lorsqu'on les réunit ils donnent au bout d'un an environ une certaine quantité de ravissants petits « cents » de nickel, qui grandissent et deviennent aussi à leur tour des dollars d'argent. La naïveté de cette opinion apparaît ici encore plus que clairement que celle du travail du capital. L'argent et les machines ne sont ni mâles ni femelles, ne possèdent pas d'organes reproducteurs et ne peuvent pas avoir de petits. Et pourtant le capital possède la propriété paradoxale au plus haut degré de se multiplier tout comme un être vivant. Comment acquiert-il cette propriété ? Quelle est la force qui rend fécondes les pièces de métal, les masses inanimées des machines, et leur permet de procréer ? C'est là le grand problème du profit, du capital et du capitalisme.

#### B. La théorie du fonds des salaires du libéralisme social.

*Adam Smith.*

Le système social libéral du grand Adam Smith ne pouvait tomber dans des erreurs aussi grossières. Sans doute Smith

accepta l'« a b c de l'accumulation primitive », il vit dans celle-ci non seulement la *cause* du profit, mais encore sa légitimation, puisqu'il était le « salaire de l'abstinence », ainsi que Marx avait coutume de l'appeler par ironie. Mais le vieux maître ne perdit néanmoins pas de vue le fait que le profit ne peut atteindre une hauteur appréciable tant que l'« entière occupation du sol » n'a pas réalisé la « relation sociale capitaliste ». Il avait compris aussi que le problème ne pouvait être considéré comme résolu tant que le *taux* de ce profit n'était pas déterminé. Là était la question importante, le problème véritable au point de vue scientifique comme au point de vue pratique. Ce n'est pas l'*existence* du profit mais son *taux* qu'il s'agit de déterminer. Quelle est donc la part qui revient au profit sur le produit du travail muni du capital ?

### I. Exposition.

Smith tente de résoudre le problème au moyen de la théorie du fonds des salaires, qui est à la fois la théorie du profit et la théorie du salaire de l'économie classique. Elle prétend en effet donner la clef de la répartition entre le capital et le travail.

Selon cette théorie, il n'existe dans la libre économie d'échange qu'une seule puissance capable de fixer le mode de répartition entre deux contractants : le rapport de l'offre et de la demande dans le libre jeu de la concurrence. Du rapport de ces deux forces sur un marché donné résulte le gain ou la perte pour l'acheteur ou le vendeur. Ce sont ces forces qui déterminent également le profit et le salaire.

Si nous considérons le marché comme marché du travail, les services disponibles constituent l'offre et le capital total la demande de travail ; si nous le considérons comme marché du capital, au contraire, les services constituent la demande et le capital total l'offre. Le capital total offert est appelé le fonds des salaires. C'est ce fonds que se partage

toute la classe ouvrière ; le salaire moyen est par conséquent le quotient de la fraction :

Fonds des salaires divisé par le chiffre des ouvriers

$$S = \frac{C}{O}$$

Y a-t-il beaucoup de capital et peu d'ouvriers, le salaire est élevé ; y a-t-il peu de capital et beaucoup d'ouvriers, il est bas. Smith, qui était optimiste, a supposé que dans toute « société en voie de croissance » le capital s'accroît plus rapidement que le chiffre de la classe ouvrière et que le salaire doit avoir une tendance constante à la hausse. De plus, vivant à l'époque du précapitalisme ou du moins dans les premiers temps du capitalisme, avant l'ère des machines, avant que la séparation entre la bourgeoisie et le prolétariat ne fût devenue un abîme infranchissable, il considéra toujours l'ouvrier comme un « maître » futur et n'attacha à toute cette question que peu d'importance.

En ce qui concerne la forme, le problème se trouvait donc résolu : le capital est engendré par les qualités économiques ; l'ouvrier se trouve contraint, par la force des choses, ou d'emprunter le capital ou de se louer lui-même à son possesseur. Par suite de l'entière occupation du sol, en effet, il est dénué de tout moyen de production propre et ne peut exister qu'à l'aide de moyens de production étrangers. Et enfin le taux du prix de louage est déterminé par la concurrence.

Telle était la théorie du fonds des salaires de la première période, la théorie sociale-libérale.

### II. Réfutation.

Nous avons déjà vu qu'au point de vue *logique* ce raisonnement est exact, mais au point de vue du *fonds* il est totalement faux. Chacun des trois principes est en contradiction flagrante avec les faits. Sur ce point toutes les autorités

sont d'accord : la théorie du fonds des salaires avec toutes ses variantes est insoutenable.

A. Wagner ne l'admet plus qu'en lui donnant une signification toute différente qui ne permet plus de déduire et de justifier le profit. Ce qu'il expose comme l'essence de la théorie du fonds des salaires est à peu près notre « loi fondamentale géocentrique » : le nombre d'ouvriers occupé ne peut dépasser le nombre pouvant travailler avec le capital *social* naturel existant à une époque donnée. Or, il ne s'agit pas ici du capital social mais du capital *privé* trouvant entre les mains de personnes économiques particulières : Wagner ne fait pas entrer ce capital privé en ligne de compte pour la détermination du profit et du salaire. Il proclame formellement l'« insuffisance » de la théorie du capital privé.

a) L'« accumulation primitive ».

Nous avons déjà eu l'occasion d'apprécier à sa juste valeur la doctrine de la « previous accumulation » (accumulation primitive.) Cet « a b c enfantin » forme la base de la théorie du fonds des salaires telle que l'expose Smith.

Pour lui, comme nous l'avons vu, le capital est la condition préalable indispensable de toute production exercée sur une grande échelle. Le stock de moyens de subsistance nécessaire à l'entretien des ouvriers pendant la période de production, le fonds des salaires, doit être accumulé avant qu'il soit possible de commencer à produire.

Cette affirmation est fautive. Elle ne s'applique même pas à l'exemple de Robinson dont on a tant abusé ici. Robinson peut très bien commencer des travaux de longue haleine sans avoir accumulé tout d'abord un stock de moyens de subsistance, mais alors il ne peut pas se consacrer exclusivement à un seul labeur, et de temps en temps, tous les jours sans doute, il devra interrompre le travail commencé pour chercher sa subsistance.

Exprimons ceci dans le langage de la théorie : Robinson termine peu à peu sa production de longue haleine (sa palissade, ses armes ou son canot), bien qu'il n'ait accumulé aucun « fonds des salaires ». Il ne vit pas des réserves sur la production passée mais du produit de la production présente.

On pourrait appeler ce mode de travail « division et association du travail dans l'économie personnelle isolée ». A un degré supérieur la production s'accomplit encore de la même façon par la division et l'association du travail de l'économie nationale : les ouvriers vivent du produit de la production actuelle et non de celui de la production antérieure. La seule différence qui existe entre eux et Robinson est qu'ils peuvent s'appliquer à leur labeur sans interruption, parce que d'autres ouvriers produisent au même moment les vivres et les instruments de travail qui leur sont nécessaires.

Il en est de même dans toutes les sociétés, quelle que soit leur organisation politique et économique.

L'organisation des communes hindoues nous en fournit un exemple convaincant. Là le forgeron et le prêtre sont des employés de la communauté qui accomplissent leur travail et sont rémunérés en nature sur le produit de l'exploitation agricole exercée simultanément par les autres membres du village.

Il n'en fut pas autrement dans l'Etat féodal patriarcal. La construction de la pyramide du pharaon Menkuroh dura, dit-on, quarante ans ; il n'avait nullement été nécessaire avant de commencer les travaux d'extraire, de tailler et de transporter toutes les pierres destinées à édifier ce monument gigantesque, ni de forger tous les outils, ni d'amasser toutes les provisions nécessaires à l'entretien, à l'habillement et au logement des ouvriers et des prisonniers de guerre qui y travaillèrent. Il n'y eut besoin que d'un décret attribuant à cette construction, pendant un certain laps de temps, une

partie de la force de travail du peuple égyptien et une partie de sa production totale. Les esclaves qui cimentaient les dernières terrasses de la pyramide ne se nourrissaient pas avec le blé fauché quarante ans auparavant mais avec le blé de la récolte précédente et les pierres qu'ils ajustaient arrivaient directement des carrières lybiennes. Si nous traduisons ceci dans le langage de l'économie moderne, nous trouvons qu'avant le commencement des travaux il n'existait qu'une partie insignifiante du « capital » nécessaire à leur achèvement. La plus grande partie fut créée au cours de l'œuvre à laquelle elle fut affectée par des moyens coercitifs.

Dans notre économie capitaliste moderne, les choses se passent de la même manière en ce qui concerne les entreprises de longue haleine, exigeant de gros capitaux ; lors de la construction du tunnel du Simplon, il n'existait que le capital indispensable pour commencer les travaux ; les outils, les matières premières et auxiliaires nécessaires à son achèvement furent prélevés chaque année sur le produit des contrées de l'Europe occidentale et affectés à cette œuvre non pas, il est vrai, par décret royal mais par la voie moderne du crédit.

Nous savons comment Smith est arrivé à cette théorie insoutenable. Nous avons affaire ici à une confusion entre une catégorie sociale et une catégorie privée ; le « capital » au sens de l'économie sociale, la masse de biens qu'une économie sociale soustrait à la consommation immédiate pour l'appliquer à la production est toute autre chose que le « capital » privé, les fonds d'exploitation appartenant en propre à la totalité des entrepreneurs. Ces derniers capitaux sont bien en partie des « réserves », mais aussi de véritables « épargnes » faites par les capitalistes sur les périodes antérieures de production.

Sans doute de tels fonds d'exploitation sont en général indispensables à l'entrepreneur isolé — en général, non pas toujours, car des spécialistes renommés peuvent, même

lorsqu'ils sont sans fortune, obtenir le crédit dont l'homme de capacité moyenne ne jouit que lorsqu'il est « solide », c'est-à-dire lorsqu'il possède une fortune particulière. Mais ces fonds, ce capital est loin d'avoir l'importance que Smith lui a attribuée et surtout il est beaucoup moins considérable qu'on le croit en général. Son rôle est à peine plus important que celui du régulateur à air dans la pompe à incendie : il transforme le courant saccadé des moyens de production en un courant régulier. Quant à ceux-ci, ils proviennent pour la plus grande partie du capital social, ce sont des parcelles du revenu national et non de la richesse nationale acquise, des parcelles prises sur la masse de la production actuelle et non sur la masse de la production antérieure.

#### b) L'« épargne ».

Cette constatation suffit pour ruiner l'édifice de la théorie du fonds des salaires. Si les moyens de production ne proviennent pas du travail antérieur mais du travail présent, le capital, en tant que richesse privée, n'a aucune influence sur le progrès de la coopération ou n'y participe tout au plus que pour une faible part. Et dans ce cas, la justification du profit au nom du « droit naturel » disparaît.

A ceci vient s'ajouter que Smith lui-même a écrit à plusieurs endroits que la condition de tout prélèvement de profit était l'« entière occupation du sol ». Alors seulement il existe des « ouvriers libres » qui doivent s'offrir sur le marché pour un salaire minime ; alors seulement il reste à l'employeur un revenu assez élevé pour qu'il puisse faire des « épargnes » importantes.

Ainsi que nous l'avons exposé à plusieurs reprises, Smith tenait cette évolution de la société pour inévitable parce qu'il confondait l'*accaparement juridique* du sol avec sa *colonisation économique*. Pour nous, qui avons appris à éviter cet écueil, il est clair que ce n'est pas l'épargne du ca-

pital qui a fondé la relation sociale de monopole, mais qu'au contraire c'est seulement grâce à cette relation que l'épargne put prendre des proportions considérables. Nous avons vu dans la formation du capital non pas la *cause* mais la *conséquence* d'une inégalité de classe déjà existante, inégalité établie par le moyen politique. Le capital n'a pas été créé par des hommes qui se seraient distingués de leurs contemporains par leurs vertus économiques : leur esprit d'épargne, leur persévérance et leur prévoyance, il a été fondé de façon prépondérante, sinon exclusive, par des hommes qui furent favorisés par le moyen politique. Quelques exceptions ne suffisent pas à annuler la règle.

Historiquement cette relation a pris naissance de la façon suivante : le minuscule embryon de capital, qui s'était formé d'une façon ou d'une autre dans un endroit quelconque, soit comme résultat d'une « abstinence » réelle chez un travailleur persévérant, soit par un marché avantageux d'un marchand entreprenant, soit par le vol ou la conquête, soit par l'épargne sur le revenu seigneurial de la rente foncière, cet embryon trouva en naissant les ouvriers libres que le monopole de la propriété foncière avait dépouillés de leur moyen de travail, et il se développa et prospéra à leurs dépens grâce au gain de monopole qu'il put prélever sur eux. Sans doute l'accroissement du capital effectué par chaque époque fut une « épargne », un revenu non consommé, ajouté à la richesse acquise et placé de façon lucrative ; mais c'est une épargne qui *présuppose* la relation capitaliste au lieu de l'*engendrer* comme le croyait Smith. S'il n'y avait eu ni ouvriers libres, ni rente foncière, le trésor d'épargne du travailleur « abstinent » n'eût jamais pu atteindre des proportions capables de créer des classes sociales. Et le gain réalisé par un marchand heureux se serait évaporé peu à peu au cours des temps, ne serait-ce que par les partages résultant des successions.

### c) Le rapport quantitatif.

La théorie classique est surtout insuffisante pour la détermination la plus importante, le rapport quantitatif entre le salaire et le profit. L'équation  $S = \frac{C}{O}$  a donné, quant à la forme, une formule exacte. Mais un examen approfondi montre que la valeur C (capital social) est une grandeur qui, *par essence*, est impossible à déterminer.

Smith a compris par là évidemment la somme de tous les capitaux privés employés à la production, en tant que quantités réelles de biens d'acquisition de toutes sortes, y compris l'argent comptant. C'est cette somme que se partagent les ouvriers : le quotient représente le salaire moyen. Les ouvriers d'une exploitation capitaliste se partagent le capital de leur employeur, que ce capital lui appartienne en propre ou qu'il consiste en fonds empruntés.

Ceci pourrait passer à la rigueur ; mais essayons de remplir la formule d'un contenu tangible et son insuffisance apparaît à la première question : qu'entend-on par la part de chaque ouvrier ? son salaire pour la journée, pour le mois ou pour l'année ? Il est évident qu'il s'agit ici d'une certaine période de production devant être déterminée pour chaque cas particulier et disposant d'un certain « capital moyen » ; mais comment déterminer ce capital ? Et doit-on y faire rentrer le capital fixe en terrains, bâtiments et machines ?

Ce n'est pas ici l'endroit d'étudier en détail toutes ces subtilités, qui forment la matière de monographies critiques des dogmes économiques. Contentons-nous d'établir qu'il y a ici une idée non mûrie qui, à distance, peut bien donner à l'observateur superficiel une impression de précision scientifique. Les économistes classiques eux-mêmes et en dernier lieu Marx ont dû faire subir constamment à la

théorie de nouvelles corrections, non seulement afin de la mettre d'accord tant bien que mal avec les faits nouveaux, mais surtout afin de dissimuler autant que possible ses faiblesses scientifiques.

Nous examinerons plus loin ces modifications. Exposons seulement ici le véritable état des choses tel qu'il nous est fourni par la « loi de l'acquisition ». Le degré de coopération sociale ne dépend pas de l'accumulation préalable du capital dans la propriété privée, mais uniquement du besoin collectif de la société de marché, de sa demande effective, de sa puissance d'achat. C'est la société qui dirige constamment les forces productives et les *biens de travail nécessaires à leur équipement*, les aiguillant vers les branches de la production qui indiquent par la hausse du prix courant qu'un tel afflux leur est nécessaire pour couvrir le besoin collectif. La société, dirigée par le prix, distribue ainsi où il convient les moyens d'exploitation pris sur le stock existant. L'épargne privée forme *une partie*, mais seulement une partie de ce stock.

### C. La modification malthusienne.

#### *La loi de la population.*

En dehors de son insuffisance formelle, la théorie du fonds des salaires se révéla très vite comme absolument incapable matériellement de remplir sa tâche. Smith avait déclaré que dans une société en voie de croissance le capital devait s'accroître plus rapidement que le chiffre des ouvriers. Dans la fraction  $\frac{C}{O}$  le numérateur devait donc grandir plus rapidement que le dénominateur et par conséquent le quotient  $S$ , le salaire moyen, devait aussi augmenter.

Or, cette prédiction ne s'était pas réalisée. La société bri-

tannique se développait avec une remarquable rapidité, la somme du capital social s'était multipliée de façon prodigieuse entre les mains de la bourgeoisie, mais le salaire ne montait toujours pas. Il sembla même pendant de longues années qu'il eût plutôt une tendance décroissante ; *dans les villes* il baissa sans aucun doute et souvent de façon fort sensible à cause de l'immigration en masse des coolies finaux.

Dans ces conditions le socialisme fit des progrès énormes et la bourgeoisie, devenue entre temps la classe dirigeante, se vit forcée de réédifier entièrement sa théorie de classe.

Examinons le problème d'un peu plus près. Selon la doctrine fondamentale le salaire devait être déterminé exclusivement par le rapport entre l'offre de capital et l'offre de travail. Il était évident que tel n'était pas le cas, car bien que le capital social s'accrût visiblement dans une proportion beaucoup plus rapide que le chiffre des ouvriers, le salaire baissait au lieu de s'élever. On se vit donc placé dans l'alternative ou bien d'abandonner toute la théorie de la concurrence ou bien de chercher des explications auxiliaires. Le libéralisme ne pouvait choisir la première voie sous peine d'emboîter le pas au collectivisme ; il ne lui restait donc que la ressource des explications auxiliaires.

La direction que devaient prendre ces explications était fixée d'avance. Afin que le bas niveau du salaire se trouvât expliqué, l'offre de capital devait paraître aussi faible que possible, l'offre de travail aussi forte que possible.

Thomas R. Malthus, un pasteur anglican à qui la bourgeoisie reconnaissante décerna plus tard le titre de professeur d'économie politique, résolut le problème dans sa célèbre théorie si discutée de la population.

Il substitua d'abord au concept vague de capital social, les « moyens de subsistance » des ouvriers : cette délimitation était non seulement justifiable, mais représentait même un perfectionnement de la formule primitive qui devenait ainsi à peu près notre loi géocentrique. Le fonds des

salaires n'est en somme que la somme des subsistances des salariés : leur salaire consiste à proprement parler en subsistance. L'argent comptant qu'ils reçoivent en échange de leurs services n'est pas autre chose qu'un bon sur la provision sociale de moyens d'existence.

Parmi ces moyens d'existence les denrées alimentaires ne prennent pas seulement la première place comme importance, elles limitent même de la façon la plus étroite par leur quantité disponible le chiffre des employés : le logement, les vêtements, tous les autres biens peuvent être à la disposition de la classe ouvrière en n'importe quelles quantités prêtes à être utilisées, il ne peut néanmoins exister qu'autant d'ouvriers que l'on peut en nourrir avec la provision existante de denrées. On peut donc dire avec une certaine justesse que la partie importante du salaire est déterminée par le rapport entre la production de denrées et le chiffre d'ouvriers.

Bien plus encore dans un cas déterminé, ce rapport détermine même le reste de l'entretien de la classe ouvrière, la partie de son salaire qui consiste non en denrées alimentaires mais en biens de moindre importance. Ceci a lieu lorsque la demande d'aliments ne rencontre qu'une offre insuffisante. Alors ceux qui ne possèdent rien, pour ne pas mourir de faim, sont contraints d'offrir leur labour au rabais et se trouvent réduits au minimum d'existence de leur classe, parfois même plus bas encore, au minimum physiologique de subsistance.

### I. La « dismal science ».

Telle est, d'après Malthus, la situation où se trouvent effectivement les ouvriers en vertu d'une prétendue *loi naturelle*, que j'ai nommée la « *loi de la marge décroissante des subsistances* ». Selon cette loi le chiffre de la population s'accroît inévitablement plus rapidement que la quantité de

denrées disponibles et ceux qui ne possèdent rien sont forcés de s'offrir au rabais, ne conservant que le strict minimum de l'existence de leur classe, parfois même seulement le minimum physiologique. C'est la forme primitive de la « loi d'airain des salaires ».

Et ce n'est pas tout. Cette loi naturelle aussi inéluctable que néfaste amène fatalement la division de la société en individus qui possèdent, les capitalistes, et en individus qui ne possèdent rien : les ouvriers. Admettons, dit Malthus, répondant aux attaques de ses contemporains socialistes les Wallace, les Owen, les Condorcet, etc., admettons que vos rêves de philanthropes se trouvent réalisés et que la société procède à une répartition égale de tous les biens. Immédiatement commencera l'évolution qui, dans un bref délai, ramènera la société dans son état actuel. Les hommes se multiplieront dans une proportion énorme, les citoyens laborieux, économes, prévoyants et intelligents amasseront des épargnes pendant que leurs contemporains prodigues, paresseux et désordonnés gaspilleront leur avoir et s'endetteront. La propriété foncière également répartie entre tous passera ici à un unique héritier, sera morcelée là entre de nombreux enfants, et dans un bref délai les pauvres devront prier les riches de leur céder une partie de leur superflu d'aliments, et seront forcés de louer leur force de travail pour le salaire le plus infime, puisque, en vertu de la loi de la marge décroissante des subsistances, la demande d'aliments est toujours supérieure à l'offre.

Si cette terrible loi naturelle n'existait pas, il est vrai, ce seraient les propriétaires de denrées superflues qui devraient au contraire s'arracher les services des ouvriers et le salaire serait très élevé.

Nous le voyons, l'abc enfantin de l'accumulation primitive s'est enrichi ici d'un nouvel ingrédient : c'est maintenant une théorie parfaite qui justifie entièrement la bourgeoisie. L'ordre social bourgeois apparaît dorénavant comme une

catégorie éternelle et immanente ; la nécessité naturelle est l'aurole qui transfigure ses privilèges ; bien plus ils apparaissent comme la récompense des vertus bourgeoises, dont la liste glorieuse se trouve encore augmentée : à l'économie, à la persévérance et à la modération, cette philosophie sociale de la grande bourgeoisie ajoutait encore l'abstinence sexuelle, du moins quant à la *procréation*, le véritable coup de grâce au puritanisme bigot !

A côté de cette doctrine le socialisme avec toutes ses revendications et tous ses espoirs apparut comme une pure utopie : le socialisme théorique sembla une vaine crédulité, le socialisme pratique une dangereuse insubordination qu'il convenait de réprimer énergiquement. Et les réquisitoires des philanthropes indignés protestant contre l'odieuse destruction du bien-être, de la dignité, de l'existence humaine même, les revendications au nom des victimes immolées alors par myriades au moloch du profit se heurtèrent au mot impassible : « la nature le veut », un pendant moderne au « Dieu le veut » avec lequel les Croisés exterminèrent jadis les Juifs et les Albigeois et firent du Levant florissant un monceau de ruines sanglantes. Cette complaisante doctrine innocentait les capitalistes, les lavait de toute responsabilité. Les horreurs sans nom des immolations d'enfants de cette époque (des enfants de quatre ans rivés au métier dans les tissages quatorze et seize heures par jour), l'affreuse misère des « slums » des grandes villes (Birmingham, Londres), l'avitilissement d'un grand peuple justement fier jusque-là de sa noble origine, tous ces crimes furent mis au compte de l'impitoyable et irresponsable Nature. Cette nature implacable broyait sans relâche les masses humaines avec la même violence sauvage qui caractérise toutes ses crises aiguës : tremblements de terre, cyclones et ouragans.

Et ce n'était pas tout ! Cette théorie fournissait de plus à la bourgeoisie une possibilité de retourner l'arme contre la classe exploitée, à la façon du loup accusant l'agneau. D'où

vient la misère ? Uniquement de ce qu'il est né un trop grand nombre d'êtres humains par rapport aux moyens de subsistance existants : « C'est donc vous les ouvriers qui êtes les uniques coupables. Si vous n'étiez pas véritablement des « prolétaires », c'est-à-dire des « prolifiques », la disproportion ne serait pas aussi grande et vous ne seriez pas aussi pauvres. Par conséquent, mariez-vous tard, n'ayez pas plus de petits que vous n'en pouvez nourrir, imitez-nous. Votre sort est entre vos mains ». Les romans de Dickens, où vibre un sentiment social si intense, clouent au pilori plus d'un avocat de ce dogme hypocrite.

C'est là sans contredit une triste philosophie sociale, et qui porte à bon droit le nom de science néfaste, philosophie néfaste ! Mais l'on comprend que la bourgeoisie reconnaissante ait comblé son inventeur de tous les lauriers, de tous les honneurs et ne lui ait refusé aucune distinction. Ne lui avait-il pas donné en effet ce qui finit toujours par faire pencher la balance dans toutes les luttes de classe politiques ou sociales : la conscience satisfaite, la conviction d'avoir le bon droit de son côté.

L'enthousiasme de la bourgeoisie fut si grand pour une doctrine dont les conclusions lui étaient si favorables, qu'elle se refusa et se refuse encore de nos jours à en vérifier les arguments. Aujourd'hui encore, après plus d'un siècle, la théorie malthusienne est le support de l'économie bourgeoise tout entière et de presque toute l'économie universitaire, un *κατὰ κράτος*, d'après le décret des savants parmi lesquels des savants de premier ordre. Ceci n'a d'ailleurs rien qui puisse étonner. Ainsi que Wilhelm Hasbach l'a dit de façon fort juste : « Les doctrines convainquent aisément lorsqu'elles prouvent ce que nous désirons voir prouvé ; quiconque est d'accord avec les conclusions ne demande qu'à accepter les prémisses par-dessus le marché ».

La bourgeoisie de la Grande-Bretagne et bientôt aussi

celle du monde entier accepta avec joie, les yeux fermés, les prémisses et le raisonnement de la théorie malthusienne à cause de ses conclusions. C'est grâce à cette circonstance qu'un pamphlétaire de rang inférieur s'est trouvé promu au rang de grand penseur, que l'un des plus piteux bousillages simili-scientifiques qui aient jamais été écrits a été élevé à la dignité d'une œuvre de valeur éternelle. Ce qui distingue surtout son auteur, c'est une absence totale de toutes les qualités et aptitudes qui constituent un écrivain et un savant : il n'est capable ni d'une pensée lucide, ni d'un examen critique, ni d'une ordonnance intelligente des faits. L'unique idée que Malthus expose péniblement au long de son ouvrage, idée qui appartient d'ailleurs à un autre, est juste en soi, mais elle est absolument fautive dans l'application qu'il en fait. Il est difficile de trouver un livre plus faible que le fameux *Essai sur la Population*.

## II. La loi de la marge décroissante des subsistances.

### *La surpopulation absolue.*

L'idée qu'expose et que démontre Malthus se trouve déjà dans une étude philosophique de Benjamin Franklin.

Le célèbre naturaliste et politicien s'étonne de la quantité énorme de germes que prodigue la nature : pour assurer l'existence de l'espèce, des millions de germes viables et de jeunes êtres se trouvent détruits. « Si la surface terrestre était dépourvue de toute autre végétation, dit Franklin, elle pourrait à la longue être couverte exclusivement d'une seule espèce végétale, par exemple : le fenouil ; et si elle était dépourvue d'autres habitants, elle pourrait en quelques générations être repeuplée de nouveau par une unique nation, par les Anglais, par exemple. »

C'est la « tendency of all animated life to increase beyond the nourishment prepared for it », la tendance des êtres

vivants à s'accroître au delà de leurs moyens de subsistance.

Cette loi qui gouverne absolument toute la vie primitive limitée à l'occupation a contribué, par l'entremise du livre de Malthus, à la formation de l'un des systèmes les plus grandioses qui ait jamais ébranlé et transformé une époque : la théorie darwinienne de la sélection du plus apte dans la lutte pour la vie. Chaque être ayant constamment à lutter contre tous les êtres de la même espèce et aussi contre tous les êtres des espèces étrangères, l'être le mieux adapté au milieu triomphe et survit, transmet à ses descendants ses qualités supérieures et devient ainsi le créateur d'une espèce plus parfaitement organisée. Darwin a déclaré lui-même avoir été mis sur la voie de cette découverte par le livre de Malthus. Partant du principe que tous les êtres vivants tendent à se multiplier suivant une progression géométrique, il calcule qu'en l'absence d'obstacles préventifs ou répressifs un seul couple d'éléphants pourrait en quelques siècles couvrir de ses descendants la terre supposée vide d'autres habitants. Et l'éléphant est de tous les animaux le moins prolifique.

Cette application de la doctrine de Malthus est incontestablement juste et s'est aussi révélée dans la suite comme incomparablement féconde. La raison en est très simple : Darwin applique l'idée au domaine dans lequel elle a pris naissance, à la vie sauvage procédant uniquement par l'occupation. Sur ce domaine la loi de la population a une autorité absolue. Mais Malthus l'applique à la vie civilisée, à la vie de la société humaine coopérant et procédant de façon productive — une grave μετάβασις εις ἄλλο γένος — et sur ce dernier domaine cette loi n'a aucune valeur.

Henry George caractérise spirituellement la différence dont il s'agit ici : l'épervier et l'homme mangent tous deux des poulets ; seulement plus il y a d'éperviers, moins il y a de poulets ; plus il y a d'hommes, au contraire, plus il y a de poulets.

Malthus n'a pas tenu compte de cette différence. L'animal et l'homme primitif ne s'emparent que des provisions d'énergie que la nature tient en réserve et ils dépensent en général, en se procurant leur nourriture, autant d'énergie qu'ils en reçoivent par l'absorption de cette nourriture. C'est à peine si l'excédent suffit à garantir la croissance de l'individu et la reproduction de l'espèce. L'homme civilisé, par contre, apprend de plus en plus à donner aux énormes réserves d'énergie latente de la terre des formes qu'il peut utiliser et il apprend à administrer la provision acquise de telle sorte que son emploi ne lui coûte qu'un minimum de dépense d'énergie personnelle. Reprenons notre exemple : alors que l'épervier chasse toute une journée pour s'emparer d'un poulet, l'homme élève des poulets, les plaçant dans des conditions telles qu'ils puissent se multiplier rapidement ; il les nourrit et les protège contre les intempéries et contre leurs ennemis naturels ; et il les tient à sa disposition de façon à pouvoir constamment se procurer sans dépense perceptible d'énergie l'œuf et le poulet dont il a besoin.

Ostwald exprime ceci à peu près de la façon suivante : à mesure que la civilisation progresse, le pouvoir que possède l'homme de disposer des réserves d'énergie de la planète devient plus grand en même temps que la « *proportion des qualités* » (Güterverhältnis), c'est-à-dire le rapport entre l'énergie brute et l'énergie utilisable augmente ; sur une quantité donnée d'énergie brute une proportion toujours plus grande devient effectivement utilisable pour les buts humains.

C'est ce dont Malthus n'a pas tenu compte. Et c'est pourquoi il arrive à la conclusion que la vie civilisée, la vie productive se heurte tout comme la vie sauvage aux limites de la subsistance. C'est là en effet ce que signifie la loi Franklin-Darwin. La « tendance constante à s'accroître au delà de la marge des subsistances » ne peut devenir

une réalité parce que le nombre des êtres vivants dépend toujours exactement de la quantité de nourriture existant à un moment donné ; mais pour cette raison aussi la marge existante se trouve constamment remplie, *comblée* jusqu'aux bords par les êtres vivants existants déjà : c'est pourquoi les nouveaux êtres qui naissent constamment doivent ou disparaître parce que « leur couvert n'est pas mis au banquet de l'existence », ou rejeter d'autres êtres dans le néant, en dehors de la marge de subsistance, afin de pouvoir s'y maintenir eux-mêmes.

Appliquée à l'homme civilisé, cette idée est tout à fait invraisemblable. La nourriture de l'homme consiste en effet en êtres vivants, végétaux ou animaux, qui tendent également à se multiplier selon une proportion géométrique et même encore plus rapidement que l'homme. Ce dernier a besoin de 15 à 20 ans avant d'être capable de reproduire et un couple humain ne procréé en moyenne qu'un petit nombre d'enfants ; mais le blé et l'orge, le porc, le mouton, la volaille peuvent se reproduire dès leurs premières années et procréent incomparablement plus de spécimens de leur espèce que ne peut le faire l'homme. Cette disproportion néfaste qui est supposée exister entre l'homme et sa nourriture semble donc incompréhensible. Lorsque la terre entière sera couverte de plantes et d'animaux utiles, lorsqu'elle aura atteint les limites de sa productivité — c'est alors seulement cette disproportion pourra exister, si nous admettons que l'espèce humaine continue toujours à s'accroître selon une progression géométrique. Mais ce moment, en admettant qu'il arrive jamais, est situé dans un avenir des plus reculés et cette lointaine *éventualité* des temps à venir ne peut en aucune façon expliquer les faits passés et présents que Malthus veut élucider : le taux du salaire depuis le commencement de l'ère capitaliste jusqu'à nos jours. **Ce qui sera demain ne peut être la cause de ce qui fut hier et de ce qui est aujourd'hui.**

## a) Les « arguments » de Malthus.

Examinons néanmoins comment Malthus tente de démontrer cette loi invraisemblable.

Il emploie pour cela des preuves inductives et des preuves déductives.

Les soi-disant « preuves » inductives sont des bribes de ses lectures, compilées sans le moindre essai de critique : il serait vain de perdre une minute à examiner ce produit de la plus pure érudition de rond-de-cuir ; c'est un fatras sans queue ni tête avec lequel on peut à la fois prouver tout et rien.

L'argument déductif a, par contre, une certaine solidité ; il se base sur un paralogisme qui présente assez de vraisemblance pour résister pendant un siècle à l'analyse critique d'adversaires aussi nombreux que redoutables, parmi lesquels on trouve des intelligences de premier ordre : Carey, Rodbertus, Dühring, Marx et Henry George. Je crois être parvenu le premier à résoudre la difficulté.

*Malthus expose la loi de la marge décroissante des subsistances comme un simple corollaire de la loi du rendement non proportionnel.*

D'après cette dernière loi que nous connaissons déjà, le rendement agricole croît avec une coopération croissante dans une proportion moindre que le labour qui y est appliqué ; en d'autres termes, il revient à chaque travailleur une portion toujours plus faible.

Cette loi indiscutable et indiscutée de la rentabilité privée est transformée par Malthus en une loi de la productivité sociale au moyen de la considération suivante.

Le sol cultivable d'une société économique, et même en regardant de plus haut le sol cultivable de notre planète, est une grandeur donnée une fois pour toutes : « La terre, dit Malthus, peut être considérée comme une île isolée ».  $x$  hommes produisent sur cette superficie donnée  $x \times a$

unités de nourriture,  $2x$  hommes ne produisent selon la loi du rendement non proportionnel que  $2x(a - d)$ , c'est-à-dire que la quote-part individuelle baisse avec la croissance de la population. Malthus expose cette relation en disant que la population tend à s'accroître selon une progression géométrique pendant que les moyens de subsistance ne peuvent s'accroître qu'en progression arithmétique.

Prenons maintenant comme base d'observation un territoire géographique ayant une fertilité naturelle très grande et une population peu nombreuse : la production agricole pourra donner pendant un certain temps un rendement dépassant de beaucoup ce qui est nécessaire à la subsistance de tous les ouvriers ruraux. Sous ces conditions la population qui, selon Malthus, tend toujours à remplir entièrement l'espace qui lui est laissé, augmentera avec la plus grande rapidité et doublera tous les 25 ans environ ; la part revenant à chaque individu diminuera régulièrement et le moment arrivera enfin où la somme des produits obtenus suffira tout juste à la nourriture de tous. A partir de ce moment la tendance qu'a la population à s'accroître en raison géométrique ne peut plus devenir effective, car le chiffre de la population est lié étroitement à la multiplication plus lente des moyens de subsistance. L'instinct de reproduction agissant de façon toujours aussi puissante appelle bien à la vie un nombre toujours égal d'êtres humains, mais une partie de la population existante est désormais « de trop », ne peut plus trouver de nourriture et doit être « extirpée ». L'office indispensable d'exécuteur des hautes œuvres est rempli par les fléaux de l'Apocalypse (une réminiscence théologique du Révérend), qu'il nomme de façon rien moins que symbolique les « checks », les obstacles à l'accroissement de la population : la guerre, la peste et la famine. Ce sont là les « obstacles positifs ». A ces obstacles viennent s'ajouter les vices qui restreignent la faculté de procréation, les « obstacles négatifs ».

Il n'existe qu'un seul moyen de se libérer de ce cercle maudit ; l'humanité agissant dans son ensemble doit intervenir sciemment et se délivrer elle-même par la continence morale, le « moral restraint ». Elle doit apprendre à dompter l'instinct sexuel, dans lequel Malthus, prêtre jusqu'aux moelles, voit la racine de tous les maux ; elle doit « tuer la chair » ; les pauvres doivent se marier tard, et même dans le mariage modérer prudemment leurs désirs, afin de ne pas mettre au monde plus d'enfants qu'ils n'en peuvent nourrir. Lorsque l'humanité tout entière se sera assimilée cette sage prudence et cette admirable modération, lorsque le « moral restraint » universel agira comme obstacle négatif, préventif et tout puissant, alors seulement la sinistre activité des obstacles positifs ne sera plus nécessaire.

Malthus a évidemment pris très au sérieux cette recommandation de continence morale. Les pratiques néo-malthusiennes qui restreignent la procréation mais non les rapports sexuels ne rentraient nullement dans son programme.

Telle est la démonstration de la si fameuse « loi de la population ». Et il est certain que si l'on admet comme juste la loi du rendement non proportionnel dans la forme que lui prête ici Malthus, il est impossible de se refuser à admettre aussi la loi de la marge décroissante des subsistances qui n'est que la conséquence logique, le corollaire de la première.

Mais fort heureusement, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la *formule* que Malthus a donnée ici à la loi du rendement non proportionnel est fautive. *Elle n'est applicable qu'avec certaines restrictions*, dont Malthus a négligé de tenir compte.

La loi des rendements du sol n'est exacte que si la technique agricole reste la même : « agricultural skill remaining the same », dit Senior, et tous les représentants de l'école classique, *y compris Malthus lui-même*, en d'autres passages, sont entièrement d'accord avec lui.

La loi du rendement non proportionnel s'applique par conséquent sans réserves au cas suivant. Nous prenons deux champs de superficie et de fertilité égales, situés à une égale distance du marché. Sur l'un (A) nous faisons travailler 10, sur l'autre (B) 20 ouvriers de force et de qualification égales qui, avec les mêmes instruments, les mêmes engrais, etc., cultivent les mêmes produits. Le produit brut total du champ B, cultivé de façon plus intensive, sera beaucoup plus élevé que celui du champ A, mais il reviendra à chacun des ouvriers une partie moindre du produit brut et l'entrepreneur recueillera également un produit net plus faible.

Par contre, cette même loi ne s'applique *pas* forcément au cas suivant. Nous prenons les mêmes champs et les faisons cultiver par le même nombre d'ouvriers, 10 pour A et 20 pour B. Mais nous choisissons pour B des ouvriers plus adroits ayant eu un meilleur apprentissage professionnel, nous les équipons avec de meilleurs instruments et nous employons une meilleure méthode d'assolement, etc. Il n'est pas certain alors que le champ B doive rapporter à chaque ouvrier un produit net et un produit brut plus faibles ; il est très possible que le produit brut et le produit net par tête soient égaux et *dépassent même de beaucoup ceux de A*.

Malthus a fondé sa démonstration sur le premier cas qui intéresse le rendement privé du grand agriculteur ; celui-ci, en effet, ne peut employer en général ni une technique supérieure, ni des ouvriers plus habiles, ni des instruments plus perfectionnés : l'« economical man » possède déjà tout cela au plus haut degré de perfection possible à l'époque présente.

Mais lorsque l'on a en vue les conditions de la productivité sociale *chez les peuples en voie de développement*, ce qui est le cas chez Malthus, c'est du second exemple qu'il faut partir. L'augmentation de la population a en effet pour

conséquence, d'après la loi de l'acquisition, une coopération supérieure; et une coopération supérieure implique un meilleur apprentissage professionnel des ouvriers, des instruments plus perfectionnés et une plus parfaite domination des forces de la nature par la connaissance scientifique. La déduction de Malthus ne peut donc être admise ici sans plus ample examen.

Le calcul de la rentabilité privée compare le labeur et le résultat obtenu par des ouvriers également qualifiés, également bien nourris, et munis des mêmes instruments (capital).

Le calcul de la productivité sociale compare entre eux des ouvriers ayant eu un apprentissage inégal, nourris de façon inégale et munis d'instruments de qualité inégale. Il met en regard le résultat du travail d'un sauvage creusant au moyen d'un épieu quelques sillons sur le sable, et celui du travail du laboureur primitif employant la charrue de bois, ou du cultivateur conduisant sa charrue perfectionnée tirée par de vigoureux bœufs de labour sur un sol enrichi par les amendements successifs et enfin celui du cultivateur moderne conduisant sa puissante charrue à vapeur. Il compare le tablier du semeur et le drill, le couteau de pierre et la moissonneuse, le fléau et la machine à battre, la rigole et le drainage rationnel, l'écobuage et l'enrichissement du sol par les engrais artificiels. Il compare l'œuvre accomplie par le laboureur primitif qui avait vingt occupations diverses à celle de l'agriculteur moderne qui n'en a qu'une seule; et il compare enfin l'homme contraint d'exporter avec son blé la force même du sol à celui qui restitue à ses terres par l'engrais tous les éléments fécondants que la récolte a épuisés; l'homme qui devait payer sa charrue avec le produit d'une année de labeur à celui qui peut se la procurer par un mois de travail.

Plus un peuple devient nombreux, en effet, et plus la division du travail se perfectionne, amenant une amélioration

correspondante des instruments agricoles; à mesure que le temps du cultivateur peut être consacré de plus en plus exclusivement à son occupation principale, le produit brut de son champ augmente; en même temps la demande de produits agricoles exercée par la population industrielle et son offre de produits deviennent toujours plus importantes: le pouvoir d'acquisition des produits agricoles et par conséquent le produit net de l'agriculture croît ainsi des deux côtés à la fois.

Les conditions du travail *ne sont donc pas* les mêmes; c'est pourquoi on ne peut, sans plus ample examen, déduire de la loi du rendement non proportionnel celle de la marge décroissante des subsistances. La démonstration malthusienne ne prouve rien. Il est impossible de résoudre par la déduction, par le raisonnement abstrait, le problème de la baisse réelle ou supposée de la marge des subsistances: trois possibilités se présentent en effet:

1. Les nouvelles forces de travail appliquées à la totalité du sol ne suffisent pas, malgré la plus grande productivité moyenne, à maintenir à son ancien niveau la part revenant à chaque travailleur.

2. Elles suffisent à maintenir la quote-part à ce niveau.

3. Elles sont plus que suffisantes et permettent d'élever cette quote-part.

Si la réalité est conforme au premier cas, le malthusianisme demeure, bien qu'atténué quantitativement. Est-elle conforme au second cas, la loi des rendements non proportionnels est compensée et elle est plus que compensée si la troisième alternative se réalise. Lequel de ces cas est conforme à la réalité? Ce point ne peut plus être élucidé par des approximations, mais seulement par des chiffres exacts, c'est-à-dire par la statistique.

## b) L'affirmation malthusienne.

Et la statistique montre que le troisième cas répond à la réalité :

*La loi des rendements non proportionnels est effectivement plus que compensée : la quote-part ne diminue pas, elle augmente.*

## 1. L'« urbanisation » de la population.

C'est ce qu'aurait pu constater Malthus, encore qu'à son époque la statistique de la production agraire n'ait été que faiblement développée, s'il avait étudié le mouvement de la population à l'intérieur du pays, mouvement que l'on peut désigner par le terme d'« urbanisation ». L'urbanisation est le mouvement de la population vers les villes et les districts industriels, mouvement qui, dans toutes les contrées civilisées, diminue le pourcentage des agriculteurs et augmente celui des citadins. Ce processus dominait déjà avec une force inouïe la société britannique au temps de Malthus et avec un peu de réflexion il eût pu tirer de son idée fondamentale même la conclusion qu'il était impossible que sa loi fût juste.

Si cette loi avait été juste en effet, d'après la loi fondamentale géocentrique que Malthus avait empruntée aux Physiocrates, le pourcentage des citadins eut dû au contraire diminuer.

Supposons que lorsqu'une société atteint le moment critique où la quote-part individuelle diminue, sa population comprenne 50 0/0 de citadins : chaque agriculteur doit alors récolter en moyenne la subsistance de deux familles. Si maintenant la population continue à augmenter l'agriculteur, après qu'il a nourri sa propre famille, n'a plus

qu'une moindre quantité de denrées à céder, disons au lieu de 50 0/0, 40 0/0 seulement de son produit. Le nombre des citadins doit alors immédiatement tomber à 40 0/0 et les ouvriers se trouvant en excédent dans les villes doivent aller dans les campagnes pour y trouver du pain.

Les choses se passent de façon diamétralement opposée dans tous les États capitalistes ; il faut donc admettre que le rendement moyen de l'agriculteur a dû augmenter. Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle l'Allemagne comptait une proportion de 20 0/0 de citadins, en 1876, lorsqu'elle exportait encore du blé, la proportion était de 50 0/0, aujourd'hui elle s'est élevée à plus de 80 0/0. Entre temps la population a plus que doublé. En dépit de l'énorme condensation de la population sur un « terrain limité », l'agriculteur moyen qui n'avait au début de cette période d'économie nationale qu'un excédent de 20 0/0 de son produit à céder à la population citadine, peut lui céder aujourd'hui un excédent de 80 0/0. Nous avons par conséquent une marge croissante et non décroissante des subsistances.

Bernstein a opposé à mes constatations l'objection suivante : « l'industrie des villes a exproprié par la concurrence non seulement les artisans citadins mais aussi des artisans villageois et souvent de plus, outre ceux-ci, des éléments « paysans » qui, bien que classés par la statistique parmi les « cultivateurs », tiraient une part importante de leur revenu d'occupations auxiliaires industrielles. La perte de ces emplois secondaires brisa leur force de résistance économique, rendit leur position dans l'agriculture impossible à soutenir et les refoula dans les villes. Au point de vue statistique, grâce à ce déplacement purement local et non professionnel de la population, le chiffre des places nouvellement ouvertes par l'industrie semble avoir augmenté dans une mesure qui dépasse de beaucoup les faits réels ».

Je suis tout prêt à admettre qu'il y a là une idée très juste. Grâce à cette erreur de statistique, l'augmentation

de la population industrielle semble en effet avoir été un peu grossie. Mais il est radicalement impossible, d'autre part, d'expliquer le développement des villes par ce simple déplacement local sans influence du déplacement professionnel de la population.

Pour être tout à fait équitable, je me servirai contre les arguments Marx-Bernstein de chiffres empruntés à la statistique britannique.

La population du Royaume Uni a eu durant la période capitaliste les chiffres suivants :

1754 :	10 658 000
1801 :	15 717 000
1891 :	35 003 000
1900 :	41 220 000

ce qui nous donne une augmentation de trente millions de têtes en chiffres ronds.

En 1754 la Grande-Bretagne était déjà un pays industriel très développé et se trouvait en plein progrès du capitalisme. Ses villes étaient déjà importantes. En 1801, les douze villes principales avaient une population de 1.461.000 habitants (en 1887, 7.434.000).

Mais je veux me montrer conciliant. Je suppose qu'en 1754, la Grande-Bretagne se soit trouvée encore en pleine économie naturelle et n'ait possédé ni villes, ni artisans, ni manufactures, ni rien touchant en quoi que ce soit à l'industrie, et n'ait contenu que des petits cultivateurs et des grandes exploitations agricoles ! J'admets, de plus, que les trois quarts du travail de ces paysans, etc., ait été consacré aux occupations secondaires industrielles et un quart seulement à l'agriculture proprement dite. Même avec toutes ces suppositions il est impossible d'expliquer par un simple déplacement local un accroissement des villes de 7.500.000 têtes, c'est-à-dire le quart seulement de l'accroissement effectif.

Cette objection tombe donc immédiatement.

Ces chiffres tirés de la statistique suffisent à réfuter entièrement et sans appel la thèse de Malthus.

## 2. *La statistique de la production agricole.*

Cette thèse se trouve de plus réfutée encore sinon plus radicalement, du moins plus directement et de façon plus convaincante pour le novice en questions économiques, par les chiffres de la statistique de production agricole dans toutes les contrées civilisées ayant une certaine densité de population et possédant une législation passable. La comparaison démontre ici de façon évidente que la production de moyens de subsistance augmente plus rapidement que le chiffre de la population, ou, en d'autres termes, que la quantité d'aliments produits par tête de la population totale — et non pas seulement pour chaque agriculteur — augmente constamment. Par conséquent, l'on peut bien parler parfois de hauts prix du blé mais non pas de disette et moins encore de famine.

Prenons un exemple nous touchant de près : la culture de plantes servant à l'alimentation humaine a été quadruplée en Allemagne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que la population a seulement doublé. Le nombre de bêtes de boucherie par habitant n'a pas augmenté, mais leur poids de viande s'est tellement accru et le temps nécessaire à leur préparation a diminué dans de telles proportions que la quantité de viande revenant à chaque habitant est même devenue un peu plus grande qu'auparavant. Même si des salaires plus élevés et une diminution du prix du blé permettaient au prolétariat une plus grande consommation de viande, il serait encore possible d'augmenter le nombre et la qualité des bestiaux considérablement, par rapport au chiffre de la population.

Les conditions que Malthus considère comme normales, c'est-à-dire une augmentation de la population dépassant

l'augmentation de la production agricole ne se trouvent, à l'exception de la Grande-Bretagne — exception dont les causes seront exposées immédiatement — que dans les Etats où les résistances politiques de transport et un monopole de classe de l'administration publique exercé brutalement arrêtent la croissance de la demande collective et le développement de la coopération. C'est le cas surtout pour la Russie ; là une aristocratie corrompue jusqu'aux moelles gouverne à tort et à travers un peuple misérable maintenu sciemment dans l'ignorance et l'incapacité, opprimé et écrasé de tous côtés. Tout ce qui pourrait aider le paysan dans sa lutte contre les forces de la nature lui est interdit : il n'a ni instruction ni liberté ; et ses épargnes, qui pourraient au moins lui permettre de se procurer de meilleurs instruments, lui sont enlevées. Le paysan, dépouillé par des impôts écrasants, est forcé d'épuiser le sol de son champ, afin de réunir les intérêts de la dette publique, dont une folle politique extérieure d'expansion et une criminelle politique intérieure d'extorsion ont accablé le peuple au profit de la classe dirigeante. Déjà le nombre des bestiaux, le soutien de toute exploitation paysanne, a baissé de façon considérable et le résultat ne s'est pas fait attendre : famine sur famine viennent décimer la population.

Il existe bien ici une « surpopulation », c'est-à-dire une disproportion entre le chiffre de la population et la subsistance : mais la cause de cette surpopulation n'est pas celle qu'a indiquée Malthus, mais celle que dénoncent les socialistes contemporains : le *mauvais gouvernement*, comme on disait jadis, une constitution sociale défectueuse, comme on dit aujourd'hui. Ici par conséquent ce n'est pas Malthus qui a raison, mais Godwin contre lequel fut dirigé le premier pamphlet malthusien.

Certains disciples de Malthus s'appuient fréquemment sur cette surpopulation, dont l'existence en Russie et aussi,

dans des conditions politiques analogues, aux Indes et en Roumanie, ne peut être niée. A cela il n'y a qu'une réponse : le point qui nous occupe est non pas l'*existence* mais la *cause* de ce phénomène. Godwin est parti, tout comme Malthus, du fait de la surpopulation capitaliste dans la Grande-Bretagne, mais il est arrivé à une explication toute différente. Malthus fait remonter cette surpopulation à des causes naturelles, Godwin à des causes sociales. *A quoi imputer la responsabilité de la misère de l'ère capitaliste ? A la parcimonie de la nature ? Ou à des institutions sociales susceptibles d'être améliorées ?* Voilà comment se résume le problème qui nous occupe.

Et maintenant examinons les conditions spéciales dans lesquelles se trouve la Grande-Bretagne. C'est un fait indéniable que ce pays ne produit plus aujourd'hui qu'une partie insignifiante des produits d'alimentation nécessaires à sa population : la majorité de ses habitants vit de blé américain et de moutons d'Australie.

Et pourtant ce fait ne prouve rien en faveur de Malthus.

Tout d'abord, en effet, nous ne trouvons ici aucun indice de surpopulation. Le salaire moyen non seulement en argent mais aussi en biens, non seulement le salaire nominal par conséquent mais le salaire réel a augmenté de façon considérable depuis un demi-siècle. Le confort, le luxe, la durée de l'existence, l'éducation, l'épargne de la population se sont élevés dans la même proportion, le nombre des « paupers » a diminué en dépit de l'immigration constante des prolétaires les plus misérables et les plus déçus des contrées de l'Europe orientale.

De plus, le fait du fort mouvement rétrograde de la production agricole ne prouve encore rien en faveur de sa thèse. Il serait absurde d'affirmer que la Grande-Bretagne importe du blé parce que son agriculture a atteint le plus haut rendement que permette son sol. La culture anglaise décline au contraire, parce que, sous les conditions exis-

380 LIVRE QUATRIÈME. — LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA DISTRIBUTION

tantes de la propriété agraire, seuls les meilleurs terrains sont *rentables*. L'Anglais préfère en général placer sa force de travail et son capital dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture ; la Grande-Bretagne est aujourd'hui au sens de l'économique la « *ville centrale* » d'un cercle économique mondial.

Ceci me paraît tout à fait évident. Parce qu'un district quelconque importe du blé et de la viande, il serait faux de conclure qu'il ne *peut* pas en produire lui-même ; il faut examiner tout d'abord s'il ne pourrait pas aussi bien les produire *s'il le voulait*, c'est-à-dire si cette production était rentable ; et si ce district ne trouve pas simplement plus pratique de se transformer en « ville » qui « produit » (c'est-à-dire qui amène sur le marché pour sa consommation) plus de blé et de viande, lorsqu'elle échange du « calicot et des brosses à cirage » contre le blé et la viande.

La théorie de la population interprète la loi des rendements non proportionnels comme une loi de la productivité sociale, de la possibilité *technique*, mais non comme la loi de la rentabilité privée, de la possibilité *économique* de l'agriculture. Les rendements actuels sont les résultats d'un calcul de rentabilité privée de personnes économiques privées et ne peuvent rien prouver par conséquent dans la question de la productivité sociale.

### III. Le Malthusianisme prophétique.

La théorie malthusienne proprement dite se trouve donc réfutée par ce qui précède. Nous le répétons une fois de plus : cette théorie fait provenir la *misère passée et présente des masses* à l'époque capitaliste d'une soi-disant loi naturelle de la marge décroissante des subsistances.

Or, cette loi étant naturelle agit d'une façon permanente, comme la loi de la pesanteur, par exemple. C'est pourquoi Malthus prédit en même temps *pour toutes les époques à*

*venir* la même misère des masses et même une misère plus profonde encore, tant qu'un « moral » ou « prudential restraint » ne sera pas parvenu à limiter effectivement la croissance de la population. Ceci n'est donc qu'une application spéciale de sa loi universelle et éternelle.

Il existe néanmoins deux écoles différentes qui ne voient dans la loi de la population qu'une *prophétie*.

Cette opinion erronée *provient d'une interprétation fautive du mot « tendance »*. Elles y voient quelque chose de futur pendant que chez Franklin, un cerveau de premier rang, le mot : *tendance* est le terme adéquat pour exprimer quelque chose existant de tout temps : tout être animé a la *tendance constante* (the *constant tendency*) à s'étendre au delà de l'espace qui lui est attribué, mais sans pouvoir y parvenir, étant retenu par son volume même dans cet espace. De même une planète tend constamment à s'échapper par la tangente mais sans pouvoir jamais y parvenir, la gravitation l'attirant vers le centre.

#### a) Le malthusianisme qui jongle avec les chiffres.

La première de ces écoles est composée d'originaux qui prévoient pour une époque plus ou moins éloignée la surpopulation absolue de notre planète. Cette opinion bizarre ne nous intéresse guère, il est vrai, puisque nous cherchons seulement l'explication du *mode capitaliste de distribution passé et présent*, lequel ne peut guère être causé par une surpopulation *future*. Néanmoins nous l'examinerons brièvement, ne serait-ce que pour exposer les surprenantes méthodes dont se servent parfois des savants et même des savants réputés, et aussi afin de répondre d'avance à toutes les objections. Nombre de Malthusiens, lorsqu'ils croient avoir « prouvé » la justesse de leur prophétie pensent en effet qu'ils peuvent également se contenter d'une telle explication pour le présent.

Les partisans de cette variante, que j'ai nommée le « malthusianisme qui jongle avec les chiffres », s'appuient uniquement sur des statistiques d'après lesquelles les peuples s'accroissent actuellement dans une proportion quelconque.

Ils s'obstinent à ranger ces chiffres selon une progression régulière et en tirent sans plus ample information la conclusion que les peuples continueront à s'accroître à l'avenir dans une mesure quelconque, jusqu'à ce que la terre entière soit cultivée avec le plus haut degré possible d'intensité : dès ce moment la quote-part de nourriture devra alors baisser nécessairement.

Il suffit d'appliquer ce même calcul mathématique au passé pour arriver aux résultats les plus absurdes.

Dans son numéro du carnaval un journal de Munich s'en est moqué d'une façon fort spirituelle :

« Le professeur Waldemar Spitzkopf publie dans les *Annales de science ingénue* le compte rendu d'une découverte des plus alarmantes. Il démontre dans son article remarquable que l'humanité est en train de s'éteindre rapidement et base cette affirmation sur un simple calcul mathématique. On sait que chaque être humain n'a que deux parents mais a déjà quatre grands parents, 16 bis-aïeux et jusqu'à des millions d'aïeux. Contrairement à l'opinion communément répandue, la population a donc dû être jadis non point moins nombreuse mais au contraire infiniment plus nombreuse que de nos jours. Il y a cent ans elle était par conséquent huit fois plus nombreuse, il y a deux cents ans 64 fois plus nombreuse qu'aujourd'hui, si nous comptons trois générations par siècle. Par contre, en l'an de grâce 2100 l'on ne comptera plus guère que la soixante-quatrième partie du chiffre actuel de la population et ce chiffre diminuera de moitié tous les 33 ans. Aujourd'hui déjà, en effet, pour assurer au bout de cent ans l'existence d'un seul petit-fils il ne faut pas moins que la collaboration d'au moins 8 contemporains de bonne volonté. Les consé-

quences de ce calcul irréfutable sont plus surprenantes encore en ce qui touche au passé. Après nous être convaincus que ce ne sont pas nos descendants mais nos ancêtres qui auraient pullulé à l'infini si les limites naturelles de subsistance terrestre n'avaient pas opposé à leurs tendances prolifiques un obstacle insurmontable, nous arrivons à un résultat stupéfiant : l'histoire de l'humanité ne peut remonter qu'à trois cents ans au plus ! En l'an 1600, les ancêtres de l'humanité actuelle avaient déjà atteint le chiffre respectable d'un billion ! Or, c'est là le maximum extrême que la terre puisse nourrir, d'après la loi de fer du salaire de Malthus, découverte simultanément par Kant et Newton. La plus grande partie de ces deux millions d'ancêtres a donc dû à cette époque mourir d'inanition. Quoiqu'il en soit, l'histoire véritable de l'humanité ne commence qu'à la Guerre de Trente ans. Tout ce qu'on rapporte des époques antérieures n'est que légende et fiction. Nous ne tirons pas notre origine d'un unique couple humain mais d'un billion d'ancêtres en chiffres ronds. Adam et Eve, loin d'être les premiers êtres humains, seront les derniers ou plutôt les avant-derniers spécimens de notre espèce. »

Et ce calcul n'est guère moins absurde lorsqu'il prétend déterminer les événements à venir. C'est une prétention inadmissible de vouloir tirer des quelques chiffres dont nous disposons une conclusion quelconque. Nous ne savons rien de positif concernant l'excédent des naissances aux époques passées et ne savons pas davantage ce que sera cet excédent dans les temps futurs. Nous ignorons si la période dont sont tirés nos chiffres a un caractère normal ou un caractère exceptionnel. Tout notre savoir se borne à la constatation que, depuis environ un siècle, la population des peuples civilisés va en augmentant.

La science, j'entends la science véritable et non celle qui se perd dans des rêves fantasques, ne peut donc arriver ici

à une prévision certaine. Son verdict ne peut être que : *Non liquet ! Ignoramus !*

Si l'on tient absolument à se perdre en conjonctures touchant l'avenir, on peut évidemment admettre, entre autres suppositions, l'éventualité que la population aille en augmentant jusqu'à ce que la planète fourmille d'êtres humains et que la guerre, la peste ou la misère ou encore une sage abstinence interviennent pour sauver l'humanité de la famine ; mais il convient de se rendre compte que c'est là du roman et non de la science.

Et il convient de plus de reconnaître que toute autre conjoncture est également autorisée et a une valeur au moins égale. On peut supposer avec le même droit et la même vraisemblance qu'avant cette époque critique la chimie sera parvenue à transformer les pierres en pain, que l'humanité aura trouvé le moyen de coloniser d'autres planètes, etc., etc.

Ces suppositions ne sont qu'un passe-temps futile. On peut opposer au Malthusianisme une hypothèse ayant une vraisemblance au moins égale à la sienne : il suffit pour cela de s'en tenir à l'idée usuelle de croissance, telle que nous la connaissons par l'expérience. Nous savons qu'un corps grandit d'autant plus rapidement qu'il est plus jeune ; et que la croissance atteint très vite son maximum de volume et de grandeur, le point auquel l'organisme cesse de croître après avoir atteint les dimensions que lui permet sa nature, et ces dimensions dépendent de la marge des subsistances. L'on ne trouve plus aujourd'hui en Sibérie les grands pachydermes qui y vivaient jadis, parce qu'ils n'y trouveraient plus une nourriture suffisante, et les sauriens géants ont également disparu avec les immenses forêts vierges de l'époque carbonifère, qui seules pouvaient fournir la subsistance indispensable à ces énormes organismes.

L'hypothèse d'une croissance sans fin est absolument

dénuée de fondement ; c'est comme si, « du fait que la queue d'un jeune chien double de longueur pendant qu'il augmente d'un certain nombre de livres, l'on voulait tirer la conclusion absurde que lorsque ce chien pèsera cinquante livres sa queue sera longue de plus d'un kilomètre, de sorte que l'on se trouvera placé dans l'alternative, si l'on veut éviter des amputations répétées, d'employer le remède préventif d'un bandage » (Henry George).

Il semble beaucoup plus juste de considérer les peuples industriels comme des corps se trouvant dans la première phase de croissance rapide. La statistique sur laquelle se base le Malthusianisme est à peu près aussi vieille que les chemins de fer et les steamers. Les facilités qu'ont procurées ces inventions pour l'acquisition de moyens de subsistance venant de cercles plus éloignés, ont évidemment étendu subitement de façon prodigieuse la marge de subsistance des anciens peuples. Ne peut-on pas en conclure que les peuples modernes s'accroissent maintenant avec une rapidité au-dessus de la normale afin de remplir cette marge élargie ?

Nous le répétons, la justesse de cette dernière conception ne peut être démontrée ; mais n'est-elle pas plus vraisemblable que la conception de Malthus qui est également impossible à prouver ? N'explique-t-elle pas beaucoup mieux que le malthusianisme, le fait qu'aujourd'hui, après au moins 7.000 ans d'existence historiquement établis, l'humanité n'a toujours pas encore pullulé jusqu'à transformer la planète en véritable fourmilière ?

La thèse de Malthus est contredite encore par le fait souvent constaté que les hommes vivant dans un certain bien-être ont moins d'enfants que les pauvres. Doit-on voir là l'effet d'une abstinence « morale » ou d'une « limitation volontaire » ? Ce point est difficile à élucider. Il semble néanmoins qu'il faille plutôt y voir un cas de cette loi universelle qui veut que les espèces dont l'existence est le plus

menacée dans la lutte pour la vie soient aussi les plus fécondes et que les organes exposés à une forte usure se renouvellent très rapidement par la « prolifération » de leurs éléments cellulaires. C'est pourquoi les « prolétaires », qui tirent leur nom de leur quantité d'enfants, sont si prolifiques. C'est là une méthode d'« adaptation » des plus répandues. Mais les adaptations de ce genre disparaissent régulièrement avec les nécessités qui les ont créées. De même que les yeux des animaux troglodytes ont disparu avec la lumière à laquelle ils étaient accommodés, de même l'extrême fécondité disparaît à mesure que diminuent les dangers menaçant l'existence de l'espèce. Ce résultat peut être attribué à des causes diverses : à des mariages plus tardifs ou peut-être à une dégénérescence des ovaires chez la femme, peut-être aussi à une prépondérance de l'intelligence sur l'instinct, du cerveau sur les organes sexuels, qui est la conséquence de l'augmentation du bien-être. Le mécanisme importe peu, il suffit que l'expérience comme la statistique semblent plutôt prouver une évolution de ce genre que l'hypothèse d'un accroissement illimité.

Enfin, et c'est là le point principal, nous n'avons aucunement à nous creuser la tête pour découvrir laquelle de ces deux perspectives présente le plus de vraisemblance. Alors même que l'humanité irait se multipliant avec la rapidité que les plus sombres pessimistes tiennent pour possible, le moment d'une « surpopulation absolue » n'en resterait pas moins si éloigné qu'il serait vraiment superflu de nous apitoyer dès aujourd'hui sur les catastrophes plus ou moins tragiques qui pourront se produire alors. L'opinion opposée, celle qui considère ce moment comme très rapproché, repose sur des hypothèses tout à fait inadmissibles. Nous les mentionnerons en quelques mots, ne serait-ce que pour montrer toutes les sottises à prétentions scientifiques que l'on peut faire imprimer et toutes les choses contradictoires que l'on peut faire dire à la statistique.

En 1891 le géographe anglais Ravenstein calcula l'époque du « moment fatal » dans une conférence tenue à Londres devant la Société Royale de Géographie. Il donna d'abord ces chiffres sans doute corrects pour la superficie utilisable du globe : 73.200.000 kilomètres carrés de terre fertile, 36 millions de kilomètres carrés de steppes et 18.800.000 kilomètres carrés de désert aride. Il se posa ensuite cette question : combien le kilomètre carré peut-il nourrir d'êtres humains ? Tout d'abord le kilomètre carré de terre arable.

Pour ce calcul il existe une base sûre en apparence. Il y a des contrées qui exportent des produits alimentaires et d'autres qui en importent. Evidemment les premières ont trop et les secondes trop peu de ces denrées — c'est du moins ce que les économistes affirment aujourd'hui encore. Examinons donc avec quelle densité de population par kilomètre carré l'on peut encore exporter et avec laquelle, on doit déjà importer, et la moyenne nous donnera à peu près le maximum de densité. C'est de cette manière que Ravenstein arrive à évaluer qu'un kilomètre carré de terre arable peut nourrir 75 habitants, 1 kilomètre carré de steppes à peu près 4 et 1 kilomètre carré dans le désert, seulement 1/4. Ceci nous donne comme chiffre maximum pour tout le globe une population de 5.994.000.000 de têtes.

En admettant une augmentation moyenne de 8 0/0 par décennie, les 1.500.000.000 d'hommes qui existaient en 1891 devraient, par conséquent, atteindre le chiffre fatal et même un peu plus, 5.997.000.000 en l'an de disgrâce 2072... et alors viendrait le grand chambardement !

Huit ans plus tard un statisticien de Berlin, von Fircks, contrôla l'opération arithmétique de son confrère anglais et arriva avec un point de départ un peu différent à un chiffre maximum de 8 à 9 milliards. D'après quoi il semblerait presque que ce fussent les évaluations qu'on donne de ce chiffre qui « suivent une progression géométrique pendant

que la population n'augmente que suivant une progression arithmétique » !

En tout cas, les perspectives que nous ouvrent ces calculs sont plutôt sombres. Si dans un délai de 150 à 200 ans nous devons vraiment atteindre l'instant critique, il est certain que la nécessité d'une action quelconque s'impose. Mais sommes-nous vraiment si près de ce moment ?

En aucune façon. Cela s'appelle jongler avec les chiffres ! L'idée de la règle de trois n'est pas mauvaise, seulement... les données en sont fausses. Il est absolument impossible de calculer le maximum de densité de la population en partant de l'importation et de l'exportation des denrées.

Même en ce qui concerne la Grande-Bretagne qui, en sa qualité de « ville », vit aujourd'hui surtout de denrées importées, il serait faux de conclure qu'elle ne *pourrait* pas produire sa nourriture si elle le *voulait* ; s'il était plus *rentable* pour l'Anglais de fabriquer du blé et de la viande plutôt que du « calicot et des brosses à cirage », il est hors de doute qu'il serait aujourd'hui encore en état de le faire dans une mesure suffisante. Mais laissons l'Angleterre de côté pour l'instant. Si les statisticiens avaient pris la peine de consulter les chiffres de la production agricole, ils n'auraient jamais conçu cette idée absurde que certains peuples importent la nourriture parce qu'ils y sont contraints sous peine de mourir de faim et que d'autres l'exportent parce qu'ils en ont une quantité superflue.

L'Allemagne, par exemple, récolte aujourd'hui beaucoup plus de blé *par tête d'habitant*, quoique sa population se soit *considérablement accrue*, qu'elle ne le faisait durant les années 1870 à 1880, alors qu'elle exportait encore du blé. A cette époque donc on exportait, quoique la moindre quantité récoltée fût plus faible, pendant qu'aujourd'hui on importe une grande quantité de blé quoique la quantité récoltée soit plus grande. Et c'est à la Russie que l'Allemagne achète du blé, cependant une simple comparaison de chiffres

montre qu'elle récolte une plus grande quantité par tête d'habitant que la Russie, ce qui n'empêche pas que la première achète pendant que la seconde vend. Logiquement, c'est le contraire qui devrait avoir lieu. Comment expliquer cette énigme ?

L'explication est des plus simples. Les peuples ayant atteint un haut degré de culture importent les matières alimentaires malgré que leur propre rendement par tête soit beaucoup plus élevé que celui des peuples moins avancés : ils importent parce que selon l'expression populaire, « ils peuvent se le payer, », parce qu'ils peuvent se nourrir mieux et plus abondamment et surtout parce qu'ils peuvent transformer une plus grande partie des blés importés en « aliments de luxe », viandes de choix et spiritueux. Les peuples ayant un degré de civilisation moins élevé, d'autre part, n'exportent pas parce qu'ils ont plus de denrées qu'ils n'en peuvent consommer, mais parce qu'ils sont pauvres et accablés de charges, parce qu'ils doivent se priver pour amasser les intérêts de leurs dettes, parce qu'ils doivent serrer leur ceinture de quelques crans s'ils veulent avoir au moins quelques-uns des biens supérieurs que fournit la civilisation.

Il est donc évident que la base d'où partent les calculs de Ravenstein et de Fircks est fautive. Nous n'avons pas la moindre donnée nous permettant de déterminer des limites à la densité de la population dans une contrée quelconque du monde civilisé et bien moins encore pour la planète tout entière, parce que nous n'avons pas la moindre idée du nombre d'habitants que peut nourrir une terre « cultivée de la façon la plus intensive », selon l'expression de Fircks. Mais néanmoins tous les savants s'accordent à reconnaître que la densité de la population, même dans les contrées les plus peuplées de l'Europe civilisée, pourrait être accrue de façon considérable, sans qu'il soit nécessaire de recourir pour sa nourriture aux excédents de récoltes des contrées étrangères.

Les données de Ravenstein ne pouvant pas nous servir, comment trouverons-nous le nombre d'habitants qu'un kilomètre carré peut nourrir au maximum ?

Je me suis amusé à exécuter ce calcul. Nous savons quelle quantité d'albumine doit absorber annuellement l'homme pour se soutenir : environ 75 livres. Un kilomètre carré de terrain cultivé peut donc nourrir autant d'hommes qu'il porte de fois 75 livres d'albumine, toutes les autres substances nutritives se trouvant en abondance dans le corps de la plante. Or, en prenant une base très modérée pour le pourcentage d'albumine, la production agricole la plus intensive que nous connaissions *aujourd'hui* rapporte par kilomètre carré au moins 300.000 livres d'albumine, de sorte que le kilomètre carré peut nourrir non pas seulement 75 hommes mais 4.000. Sans tenir compte des progrès possibles de la technique, environ 225 milliards d'hommes pourraient donc vivre aujourd'hui sur notre globe, un chiffre qui, selon les hypothèses de Ravenstein, ne pourra être atteint qu'en l'an 3000 environ. Cette date est vraiment un peu trop lointaine pour que nous ayons à nous inquiéter sérieusement de ce qui pourra se passer alors. Nous pouvons nous en rapporter pour cela aux bons soins des politiciens de l'an X, lesquels auront devant eux tout le temps nécessaire pour parer aux éventualités et combattre le « péril ».

Si la prophétie des pessimistes malthusiens est juste en effet, et si vraiment les premiers indices d'une surpopulation absolue doivent jamais apparaître sur la planète transformée en serre chaude, les premiers symptômes du mal ne seront pas des « positive checks », augmentation de la mortalité, etc., et bien moins encore une véritable famine : le premier signe sera un coude brusque dans la courbe de la statistique jusque-là régulière. Le pourcentage des producteurs agricoles qui aura baissé constamment jusqu'à ce moment commencera à s'élever et alors les

politiciens et hommes d'Etat de l'an X pourront se creuser la tête afin de découvrir le moyen d'empêcher un « excédent trop grand des naissances ». Pour nous la question ne présente pas le moindre intérêt.

Le malthusianisme qui jongle avec les chiffres n'a aucun fondement logique ou empirique : aussi ne peut-il être réfuté ni par des raisons logiques ni par des arguments empiriques. Il rentre dans la classe des articles de foi : *credo quia absurdum*.

#### b) La « surpopulation relative ».

Si la première variante du malthusianisme prophétique n'est guère qu'une caricature comique de la science, la seconde variante est un adversaire digne de respect.

Il est vrai que ses représentants ont, bien moins encore que les jongleurs de chiffres, le droit de se nommer malthusiens. Ceux-ci, en effet, ont gardé tout au moins l'idée malthusienne de surpopulation en tant que disproportion entre la quantité d'aliments et la population. Ils s'en écartent seulement en prenant le mot « tendance » dans le sens d'un danger futur, n'intéressant que l'avenir.

La seconde variante du malthusianisme prophétique se base aussi sur cette interprétation erronée. Mais elle a en outre une conception de la surpopulation qui lui appartient en propre et qui diffère fortement de celle de Malthus : elle comprend la surpopulation comme une *disproportion entre la production industrielle et la possibilité des débouchés*, alors que Malthus parle d'une disproportion entre *les substances et le chiffre de la population*.

Ce sont là évidemment choses très différentes. Et si les partisans de cette idée se croient malthusiens, leur erreur est grande.

Nous aurons néanmoins à examiner leur théorie plus attentivement. D'abord parce qu'elle est soutenue par les

meilleurs penseurs de l'économie bourgeoise et universitaire : Adolf Wagner et Rümelin se trouvent parmi eux ; et ensuite parce qu'elle forme la base pour ainsi dire de la politique économique moderne, tant internationale que nationale. Partout elle détermine les actions des hommes d'Etat et dirige les efforts des partis : elle est la justification adoptée avec une entière bonne foi par la politique de classe militante. Nos tarifs de protection agricole, notre politique maritime et coloniale, sont entièrement dominés par ce soi-disant malthusianisme. Tous les efforts qu'on oppose d'une part à l'évolution qui transforme l'Allemagne d'un Etat agricole en un Etat industriel et les tentatives pour assurer, d'autre part, des débouchés et des marchés aux produits toujours plus nombreux de son industrie remontent à cette idée dominante. Notre politique chinoise et marocaine, notre attitude envers la Turquie, par exemple dans la question du chemin de fer de Bagdad, toute notre politique d'impérialisme mondial exigeant toujours une « porte ouverte », notre antagonisme avec la Grande-Bretagne — tout cela est justifié par la menace de cette « surpopulation » d'un autre genre. Et c'est la même idée qui domine également la politique des autres nations en voie de développement ; la politique britannique de la « Greater Britain » notamment n'a qu'un but : assurer un marché fermé, réservé à ses excédents industriels ; et ses « dreadnoughts » sont dirigés beaucoup plus contre notre exportation que contre notre puissance politique.

Wagner nomme cette théorie la théorie de la surpopulation « relative », pour la distinguer du malthusianisme proprement dit, qu'il appelle la théorie de la surpopulation « absolue ». Elle prédit pour un avenir *rapproché* une disproportion entre la force de production des peuples industriels et le pouvoir d'acquisition des peuples agricoles en produits de l'industrie. Elle ne craint pas du reste comme le malthusianisme proprement dit et

comme sa première variante prophétique une disproportion *permanente*, mais seulement une disproportion *temporaire*. Et la cause de cette disproportion est à son avis, non pas comme le croient les deux autres écoles, une *incurable parcimonie de la nature*, mais une *imperfection guérissable de l'organisation sociale*. Bref, la théorie prévoit pour un avenir assez proche un cas particulier de cette « *anarchie de la production* » que le socialisme marxiste veut rendre responsable en bloc de tous les défauts de l'économie capitaliste. Mais pendant que ce dernier voit cette anarchie non seulement dans la production internationale, mais dans la production internationale, les partisans de la théorie de la surpopulation relative pensent presque exclusivement aux complications qui pourraient surgir dans les relations internationales et cela essentiellement pour des raisons politiques, des rivalités de puissance derrière lesquelles il convient de chercher comme forces motrices les intérêts des classes dirigeantes, en l'espèce, les intérêts de l'exportation industrielle. Que deviendraient, par exemple, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avec leur gigantesque industrie d'exportation si leurs acheteurs habituels leur fermaient subitement les marchés par des tarifs prohibitifs ? C'est là le principal souci de ces hommes d'Etat et de ces économistes.

Il est indéniable que cette éventualité n'a rien d'impossible et il est également indéniable que si jamais elle se réalise on doit s'attendre à de graves événements. Il convient donc de regarder le danger en face.

On peut tout d'abord objecter à cette variété du malthusianisme qu'elle ne tient aucun compte de l'histoire. Elle tient l'industrialisme exportateur pour quelque chose de récent dans l'histoire économique, pour une espèce nouvelle, alors qu'il s'agit seulement d'une différence de quantité. Aussi toute échelle de comparaison lui fait-elle défaut pour apprécier ce phénomène.

Il s'agit ici purement et simplement d'une nouvelle phase

du processus prodigieux qui s'est manifesté avec une puissance irrésistible depuis qu'a été dépassé le stade primitif de l'économie naturelle, le processus d'intégration constante réunissant des cercles économiques séparés en une économie collective toujours plus parfaitement organisée (différenciée). Ce phénomène commença le jour où un menuisier ou un tisserand villageois abandonna la production agricole et « exporta » les marchandises industrielles en dehors de son cercle économique, jusque-là autarchique, pour « importer » en échange des denrées alimentaires. Il s'étendit lorsque prit naissance dans une campagne la première « ville » proprement dite, une « ville industrielle », qui s'intégra alors avec son territoire rurale avoisinant en une économie citadine homogène. Graduellement plusieurs économies citadines se fondirent en une économie territoriale unique, plusieurs de ces dernières en une économie nationale ; un autre pas se fait aujourd'hui, menant à l'économie internationale et cette marche en avant se poursuivra jusqu'à ce que les unités économiques de toute la planète se soient enfin fondues en une unique économie mondiale présentant une différenciation et une intégration merveilleusement perfectionnées.

Dans l'économie internationale actuelle, toute l'Europe occidentale, et en particulier la Grande-Bretagne et l'Allemagne tiennent le rôle de « villes » gigantesques, c'est-à-dire de cercles économiques qui exportent les produits industriels et importent des denrées alimentaires. C'est de ce point de vue seulement que l'on peut comprendre les rapports économiques des différentes nations.

Aussitôt que l'on s'est rendu compte que l'Angleterre, que la Saxe, que toute l'Europe occidentale même sont aujourd'hui des « villes », la situation perd son aspect menaçant. Personne n'a jamais rien vu d'inquiétant dans le fait que la ville de Londres, qui ne comptait en 1377 que 35.200 habitants, en héberge aujourd'hui 6.000.000 ou que

Berlin, qui avait en 1831 220.000 habitants, en comptait en 1888 1.438.000, un chiffre qui s'est élevé depuis à 3 millions. Chacun sait que dans ces villes géantes les entreprises chargées de la répartition et de la distribution des produits alimentaires et autres moyens de subsistance se sont développées au moins dans la même mesure que la demande de ces biens.

On arrive au même résultat lorsque l'on observe les « villes » qui comprennent des contrées entières de notre économie internationale moderne. Afin d'embrasser la question dans son ensemble il faut tout d'abord, au lieu de considérer comme quelque chose de nouveau les difficultés très réelles que présente l'approvisionnement de ces villes, *comparer* ces difficultés à celles qu'avaient à surmonter les « villes » proprement dites, les villes ne comprenant qu'un cercle plus restreint. Les difficultés que présente l'approvisionnement régulier du cercle de l'économie citadine ont-elles augmenté ou diminué ? La difficulté de produire et d'écouler une quantité suffisante de marchandises a-t-elle augmenté ou diminué ? C'est seulement lorsqu'il est posé ainsi que le problème peut être résolu.

La possibilité de complications politiques nous fournit déjà un indice précieux. Une guerre pouvait jadis dévaster entièrement le territoire d'approvisionnement d'une petite ville et amener les plus graves disettes ; une révolte pouvait barricader toutes les routes, fermer tous les débouchés ; un siège pouvait couper toutes les communications d'une ville, l'isolant du reste du monde. Tout ceci est-il encore possible ? Est-il vraisemblable qu'une guerre sévisse à un tel degré sur tous les points du globe, que toutes les contrées desquelles l'Angleterre importe aujourd'hui sa viande et son blé soient dévastées ? Existe-t-il vraiment de nos jours des obstacles capables d'empêcher l'ouverture de nouvelles sources lorsque l'une des anciennes est tarie ? Chaque shilling dont se trouve augmenté le prix du boisseau de blé

sur le marché permet l'exportation des produits de milliers et de milliers d'acres. Et, inversement, chaque diminution de prix des produits industriels leur ouvre de nouveaux débouchés, de nouveaux marchés. Peut-on sérieusement croire qu'il soit possible de cerner la Grande-Bretagne aussi étroitement que l'armée allemande a pu cerner en 1870-71 la ville de Paris ? Sa population est si dense et par suite si riche qu'elle peut, s'il est nécessaire, faire surgir du sol flotte sur flotte ; et même après la plus écrasante défaite, il serait bien possible à l'ennemi de confisquer et de couler quelques convois de blé, mais nul ne peut croire sérieusement à la possibilité d'isoler absolument les Iles Britanniques. Les hauts prix du blé sont un puissant appât pour les armateurs comme pour les marins.

Si les difficultés d'approvisionnement occasionnées par des perturbations politiques ont visiblement diminué plutôt qu'augmenté, il n'en est pas autrement pour toutes les éventualités purement économiques. La ville du moyen âge pouvait être en proie à la pire famine dès qu'une mauvaise récolte frappait son territoire d'approvisionnement. Plus ce territoire était petit et plus les chances étaient grandes que la récolte ait été également mauvaise sur tous les points. Mais c'est une chose inconcevable pour une des gigantesques villes modernes. Une mauvaise récolte sévissant sur la planète tout entière est un phénomène qui ne s'est jamais présenté jusqu'ici et qui est même, selon toute vraisemblance, impossible au point de vue météorologique.

Il en est de même en ce qui concerne l'écoulement des marchandises, lequel devient tous les jours plus facile et non plus difficile.

Pour écouler des marchandises il est nécessaire, avant de pouvoir les vendre, de les transporter sur le marché.

Or, il est indiscutable que les facilités de transport des marchandises augmentent en même temps et dans la même

mesure que la densité du marché. Cette amélioration s'effectue de deux côtés à la fois.

Tout d'abord les puissants moyens de transport, les canaux, les tunnels, les chemins de fer, les ports, les bateaux à vapeur, etc., ne peuvent être construits que par des pays ayant une population nombreuse. Là seulement la coopération perfectionnée peut fournir les forces de travail nécessaires ; et ce n'est que dans ces conditions que ces moyens sont avantageux, car un marché puissant est seul capable de les employer. Or, tous les moyens de transport sont soumis en tant que produits non-agricoles à la « loi du rendement plus que proportionnel » ; et ils deviennent d'autant plus « productifs », autrement dit les frais de transport diminuent d'autant plus que le marché est plus dense et qu'il peut, par suite, utiliser de plus puissants moyens de transport. Par là un nombre toujours plus grand de marchandises devient « transportable », ce qui revient à dire que le cercle des débouchés possibles s'étend de plus en plus. On ne peut vendre au dehors, en effet, que les marchandises qu'il laisse au vendeur le gain usuel après déduction des frais de transport. La liste des marchandises que l'on peut écouler au dehors s'allonge donc constamment à mesure que les prix de transport diminuent et le marché des produits que l'on écoulait déjà auparavant dans un cercle plus restreint s'accroît plus rapidement que le chiffre de la population.

En même temps aussi les risques du transport diminuent dans la même proportion. Ceci paraît paradoxal au premier coup d'œil, car il semblerait qu'avec l'éloignement des marchés et la masse croissante des marchandises les risques dussent grandir aussi ; mais il n'en est rien.

La sécurité naturelle, comme la sécurité « policière » des voies de transport doit forcément augmenter avec la densité de la population. En ce qui concerne la seconde toute démonstration est superflue. Il va de soi que le vol de grand chemin est beaucoup plus difficile à accomplir dans une

contrée très peuplée que dans un pays désert dont les voies de communication traversent des steppes et des forêts vierges. Mais la « sécurité matérielle » est tout aussi évidente. Un peuple très nombreux qui possède les forces disponibles nécessaires à la construction de puissants moyens de transport a généralement aussi la force de les entretenir. Les pertes pour les marchandises transportées par les chemins de fer et par les bateaux à vapeur sont sans aucun doute de beaucoup inférieures proportionnellement à celles qui étaient occasionnées par le camionnage et les longues traversées par voiliers. Il n'est point besoin de parler des routes dangereuses qui traversent le Sahara ou le désert de Gobi : même sur les grandes voies de communication du Saint Empire romain germanique, il a sûrement été perdu sur les chemins marécageux et mal entretenus de l'époque un pourcentage de marchandises incomparablement supérieur à ce qui est détruit de nos jours dans les accidents de chemin de fer. On ne doit pas oublier en effet que, pour le marchand, des marchandises peuvent être considérées comme « perdues », alors même qu'elles arrivent intactes à destination, lorsque, par suite d'accidents ou de retards, les frais de transport se trouvent dépasser considérablement ses prévisions.

Les risques ont donc diminué dans une mesure considérable si l'on considère *chaque cas isolément* ; et ils ont diminué encore plus *proportionnellement à la quantité de marchandises en circulation* qui s'est accrue à mesure que le marché gagnait en étendue. Quelle importance a aujourd'hui le déraillement d'un train de marchandises ou le naufrage d'un bâtiment de commerce ? Pour l'économie mondiale, pour l'économie du pays intéressé, et même pour le marchand consignataire, le pourcentage de perte se chiffre à peine par une fraction insignifiante. A notre époque, où presque toutes les heures un train de marchandises part de chaque point des contrées civilisées du globe, les individus ne risquent plus leur fortune sur une seule carte,

comme le faisaient les riches marchands de l'Orient lorsqu'ils organisaient une caravane ou les anciens marchands patriciens de Venise lorsqu'ils confiaient tout leur avoir à une unique flotte. La collectivité supporte donc un faible risque ; mais elle le supporte, et c'est parce qu'elle constitue ainsi, en quelque sorte, une assurance mutuelle que les marchands peuvent aussi s'assurer *entre eux* et compenser leurs risques individuels. Ceci est seulement possible sur un marché très compact ; et c'est parce qu'il existe que les risques de pertes sont aujourd'hui beaucoup moins grands que jadis. Les frais de transport et d'assurance entrent comme des sommes fixes dans les comptes du marchand ; il livre « c. i. f. » et souvent c'est seulement à cette condition qu'il peut exporter des marchandises sur certains marchés. A ces faits vient s'ajouter une autre circonstance encore. En même temps qu'une population donnée devient plus dense, qu'elle construit des moyens de transport et s'organise en une « intégration » économique plus parfaite, elle crée aussi les conditions préalables d'une intégration politique durable. Lorsque celle-ci est constituée, les douanes intérieures disparaissent, la « sécurité » du marché est assurée. Par conséquent, le transport devient plus facile et les marchandises urbaines peuvent étendre leurs débouchés.

Pourrait-il en être autrement de la vente proprement dite ? Les difficultés augmenteraient-elles ici avec la densité de la population ? Car c'est bien d'un tel rapport qu'il s'agit. L'existence même de ces difficultés n'est niée par personne.

Comparons donc de nouveau entre eux les différents degrés de l'évolution. L'assurance pour l'industrie urbaine de pouvoir constamment obtenir en échange de ses produits la quantité suffisante d'aliments a-t-elle augmenté ou diminué ?

La ville unique de l'économie cantonale est sûre de son territoire économique, le fait est indéniable. Les frais de transport très élevés de cette marchandise lourde et encom-

brante qu'est le blé, permettent à peine dans les cas de disette l'exportation sur le territoire voisin en échange d'autres marchandises. Mais cela veut-il dire que la ville indépendante soit sûre de sa subsistance ? car c'est là le seul point qui nous intéresse. Lorsque la ville écoule ses marchandises reçoit-elle en échange, toujours et dans toutes les circonstances, assez de produits agricoles pour maintenir ses habitants à leur degré de confort habituel (Wagner) ou même assez pour leur permettre de vivre tout simplement ?

Evidemment non. Une mauvaise récolte peut frapper une portion de son territoire d'autant plus grande que celui-ci est plus restreint et faire tomber à zéro ou presque le pouvoir d'acquisition de ses produits. Elle peut bien, lorsque l'abondance règne dans le territoire voisin, y échanger contre le blé dont elle a besoin des marchandises au prix très élevé et aisément « transportables » ; mais les frais de transport que les citadins doivent aussi payer en marchandises rendront le blé terriblement cher. Par contre, à mesure que le territoire grandit, les moyens de transport se perfectionnent avec la croissance du marché et les habitants des villes ont une garantie plus grande de pouvoir amener à toute heure dans leurs greniers les produits indispensables à leur alimentation. Ce n'est que lorsque l'étendue du territoire urbain rend impossible une mauvaise récolte générale que les habitants sont véritablement à l'abri de la famine. Durant les années d'abondance, ils n'obtiendront pas une aussi grande quantité de blé en échange d'une petite quantité de leurs marchandises, mais, par contre, dans les mauvaises années ils ne seront plus contraints d'en donner une masse considérable pour une quantité de blé tout à fait minime. Les fluctuations du prix de leurs produits exprimé en blé sont devenues de moins en moins amples.

Cette tendance vers un approvisionnement des villes toujours plus régulier et en même temps vers la stabilité des

prix de leurs produits, s'est maintenue victorieusement jusqu'à la formation définitive des diverses économies nationales. Doit-on maintenant supposer qu'avec le progrès de l'économie internationale la tendance opposée doive l'emporter ? Le domaine de l'économie agricole mondiale ne devient-il pas au contraire toujours plus étendu, toujours plus riche ? La production totale n'est-elle pas déterminée aujourd'hui beaucoup plus par les cours de la bourse des années précédentes que par les hasards des intempéries ? Et ne récolte-t-on pas presque à chaque moment de l'année des produits qui sont mis immédiatement à notre disposition, les moyens de transport toujours plus puissants ayant fait du fret le plus élevé une simple bagatelle ? Il nous en coûte moins pour transporter aujourd'hui à Berlin du blé des Montagnes Rocheuses qu'il n'en coûtait il y a cent ans à nos pères pour le faire venir des plaines de la Poméranie.

Nous arrivons maintenant à la dernière objection de nos adversaires. Ceci, disent-ils, peut être juste en ce qui concerne l'économie mondiale, mais est-ce juste aussi pour un pays limité qui se livre exclusivement à l'exportation industrielle ? N'est-il pas possible que son industrie particulière voie sa vente entravée ou diminuée, soit qu'elle ne puisse conquérir assez de marchés nouveaux pour écouler sa masse croissante de marchandises, soit même qu'elle soit obligée d'abandonner ses anciens marchés à des concurrents étrangers ?

C'est là le dernier refuge du « malthusianisme prophétique » de la seconde variété.

La seule contrée qui se trouve déjà menacée dans une certaine mesure de cette « épée de Damoclès » (Wagner) est la Grande-Bretagne. Examinons donc les événements qui menacent ce pays dans les circonstances les plus défavorables.

Il est toujours bon d'exagérer l'opinion que l'on veut

réfuter, en admettant la possibilité la plus extrême, une possibilité qui ne peut dans aucun cas se trouver réalisée. Supposons donc que l'Angleterre perde d'un seul coup, et même dans une seule nuit, tous ses débouchés commerciaux extérieurs, tout son avoir à l'étranger et tout son trafic de transport pour le compte des autres nations, qu'elle se trouve séparée du monde entier par une sorte de Grande Muraille. Ce serait là évidemment une catastrophe autrement grave que le blocus douanier de la part de quelques nations qui alarme von Fircks et équivaldrait à un tarif prohibitif universel sur tous les produits anglais, joint à une confiscation de tous les capitaux placés à l'étranger. Les débouchés du pays se trouveraient donc, dans notre hypothèse, réduits exclusivement au marché intérieur et son approvisionnement en aliments serait limité à la production de son agriculture. Supposons de plus que la catastrophe se produise au moment le plus défavorable, juste avant la moisson, alors que le stock d'aliments est le plus bas. Que se passera-t-il ?

Avant tout, il convient de se rendre compte exactement de la quantité de nourriture que produit aujourd'hui encore la Grande-Bretagne, afin de pouvoir estimer la quantité qui pourrait revenir à chaque habitant.

Vers la fin du siècle précédent, la production de la Grande-Bretagne en blé et en viande était au moins égale *par tête* à celle de l'Italie. De plus, dans le cas d'une telle catastrophe, elle aurait encore pour faire face aux besoins les plus pressants une énorme réserve d'animaux de boucherie dont il n'est abattu dans les années normales que 20 0/0 pour les bêtes à cornes et 40 0/0 pour les moutons ; elle aurait encore son stock de chevaux dont le plus grand nombre serait forcément sacrifié dès que le prix du fourrage devenu exorbitant dépasserait les moyens des maquignons.

Le commerce des brasseries et distilleries se trouverait évidemment entièrement paralysé. Le prix du blé se trou-

verait subitement si élevé que la demande de boissons alcooliques tomberait presque à zéro, la puissance d'achat étant presque entièrement absorbée par le besoin de nourriture. Comme on ne brasse pas de bière et qu'on ne distille pas d'alcool par pur dilettantisme, mais afin de réaliser un gain sur la différence entre le coût de production et le prix de vente, la production des boissons alcooliques se trouverait rapidement réduite à un très faible minimum.

Ainsi, même après une si terrible catastrophe, le peuple anglais n'en serait nullement réduit à mourir de faim. Il aurait dans sa production normale des ressources lui permettant d'exister, et ses troupeaux — sans oublier son gibier abondant — lui fourniraient de plus une réserve énorme. Et il aurait encore d'autres moyens d'augmenter immédiatement son stock d'aliments.

Tout d'abord la pêche. Selon notre hypothèse les vaisseaux ne peuvent faire de trafic et les marins chôment. Les frêts et la paie des équipages sont donc plus bas qu'ils n'ont jamais été ; et, d'autre part, le prix du poisson a haussé de façon considérable. La pêche est donc maintenant rentable, même aux endroits peu poissonneux et qui, pour cette raison, n'étaient pas exploités auparavant. Voici donc une source inépuisable de nourriture dès que la nécessité commande, c'est-à-dire dès que l'exploitation devient rentable.

Les engins de pêche font-ils défaut ? Mais tous les ouvriers occupés auparavant aux industries d'exportation ne sont-ils pas sans travail ? N'en est-il pas de même du capital qui les occupait. Ouvriers et capitalistes se mettront à l'ouvrage, s'arrachant les commandes, de sorte que bien avant l'épuisement du stock, il aura été fabriqué des filets et des engins de pêche en quantités suffisantes aux prix les plus bas.

A cette ressource viendra s'en ajouter une seconde : la culture maraîchère. Dès que le prix le permet on peut obtenir *en serres* en n'importe quelle saison des récoltes de fruits et de pommes de terre. Comme le prix assu-

rerait ici un gain considérable, le « capital » inoccupé se mettrait à fabriquer en masse les briques, les cloches, les châssis et les installations pour le chauffage des serres ; les ouvriers se presseraient, offrant leurs services contre un minimum de subsistance pour eux et leur famille ; et en fort peu de temps des milliers d'hectares se couvriraient de serres semblables à celles qui couvrent aujourd'hui presque toute l'île de Guernesey ; dès le mois de mars l'abondance des premières récoltes viendrait diminuer la tension du marché.

Tout ceci, sans compter nombre d'autres ressources auxiliaires, assurerait la subsistance de la population dès la première année. Aucun membre de la société ne serait en danger de périr par suite du manque absolu de nourriture, à condition évidemment que les provisions existantes soient réparties de façon équitable. En face d'une telle catastrophe ce serait au gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires, ainsi qu'il arrive dans une ville assiégée.

Le souci du présent et de l'avenir immédiat n'étant déjà plus si pressant, on commencerait bientôt à travailler en vue d'un avenir plus éloigné. Pour cela nul besoin de réglementations administratives ; les ordres que transmet le marché au moyen des prix sont exécutés aussi promptement que possible. Le prix du blé est prodigieusement haut et promet de se maintenir tel pendant de longues années, le prix de tous les articles d'exportation est tombé à zéro et n'a aucune chance de s'élever : le capital et le travail se tournent donc forcément vers l'agriculture. L'énorme capital inoccupé s'offre aux propriétaires fonciers à n'importe quelle condition, les ouvriers s'offrent aux salaires les plus bas et les produits se vendent fort cher : l'agriculture redevient rentable, son revenu est plus élevé qu'il n'a jamais été. Aussi met-on en culture non seulement toutes les terres qui, par suite de la crise agraire, avaient été transformées en prairies et en forêts, mais aussi d'énormes surfaces de

terrains qui se trouvaient jusqu'ici au delà de la zone cultivable, c'est-à-dire au-dessous de la limite de rentabilité. Cette surface prodigieusement augmentée est exploitée maintenant avec le maximum de bras et d'instruments, car l'industrie livre les machines, les outils et les matières auxiliaires à des prix qui, comparés au rendement net, sont absolument insignifiants. La demande absolue de tous ces objets a beau s'élever rapidement, l'offre des fabriques qui se disputent les commandes s'élève plus rapidement encore. De grandioses travaux d'irrigation et de drainage sont accomplis, des marais sont desséchés, les eaux provenant de la fonte des neiges sont maintenues dans les montagnes par des barrages afin d'être amenées en été sur les champs et les prairies. Tout cela rend évidemment le rendement moyen de l'unité de surface supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, bien que la culture se soit emparée des sols moins fertiles — et la récolte de l'année suivante fournira déjà un surcroît de rendement en céréales, suffisant largement à ravitailler tous les habitants.

Ce que nous venons d'esquisser ici est simplement un exemple d'une adaptation rapide de l'organisme social à des modifications subites dans les conditions d'existence. Perdant subitement sa position de « ville » dans l'économie mondiale, un pays devrait tout d'abord rétablir entre l'agriculture et l'industrie l'équilibre indispensable à toute économie sociale. Ceci aurait lieu automatiquement, au moyen des prix, et aussitôt le nouvel état d'équilibre rétabli la marge de subsistance atteindrait son niveau normal, la division du travail permettant, grâce à la densité de la population, une adaptation rapide.

Si, par contre, nous supposons que la catastrophe frappe une grande société économique nationale n'ayant qu'une faible population et une division du travail peu développée, comme la Russie par exemple, le confort de la population entière tomberait, pour de nombreuses années, à un niveau

très bas, car le pays trop peu peuplé serait incapable de fabriquer avec la rapidité nécessaire les machines et les articles usuels exigés par la consommation ordinaire. Le peuple aurait de quoi se nourrir, plus largement même qu'auparavant, mais ce serait à peu près tout, et il ressentirait durement la privation de nombres d'objets usuels de première nécessité. Il ne faut pas oublier en effet que presque tout ce que possède la Russie en produits de la civilisation supérieure est dû aux excédents de l'épargne des pays ayant une population plus dense, aux « capitaux » anglais, belges, allemands, etc.

L'adaptation de l'économie nationale décrite plus haut ne serait que fort peu modifiée alors même que le système du salariat serait maintenu. L'agriculture et les branches de l'industrie qui en dépendent absorberaient les ouvriers devenus inutiles dans les autres branches : cette modification nécessiterait en effet des travaux considérables pour la construction et la mise en état d'innombrables établissements agricoles et de logements ouvriers. La hausse énorme des prix des produits agricoles et la force d'attraction de l'agriculture qui en résulte ne peuvent s'arrêter que lorsque l'équilibre est complètement rétabli.

Sans doute, une catastrophe de ce genre amènerait pour le peuple anglais et notamment pour sa classe ouvrière une chute sensible du *standard of life*. En effet, une masse considérable de biens de travail se trouverait entièrement dépréciée, l'industrie travaillant avec moins de bras et produisant pour un marché plus restreint aurait une productivité plus faible par habitant, et enfin la rente foncière démesurément accrue et affermie dans sa position de monopole engloiterait une part considérable de la production totale. Cette baisse du *standard of life* se manifesterait par une diminution de la consommation de produits qui, pour des peuples moins favorisés que l'Angleterre, peuvent être qualifiés de nourriture de luxe : viande, sucre, café, thé,

bière et spiritueux. Mais même après une catastrophe aussi fantastique que celle que nous avons supposée, un manque total de nourriture coûtant la vie à une partie de la population serait tout à fait inconcevable.

Nous avons donc pu nous convaincre en examinant le cas extrême, irréalisable, de la perte subite et totale des débouchés que même dans ce cas une « surpopulation » avec sa conséquence, ce que Malthus appelle les « freins positifs » ne peut se produire ; essayons de nous rendre compte des perturbations réelles dont peut souffrir un pays qui se livre surtout aux industries d'exportation.

Si nous faisons abstraction des perturbations passagères de nature politique, telles que les guerres et les révolutions, il ne nous reste à redouter que deux sortes de perturbations durables dans les débouchés : les premières se produisent lorsqu'un acheteur habituel devient lui-même producteur, les secondes lorsqu'un nouveau concurrent commence à exporter sur les marchés étrangers. Examinons de plus près ces deux dangers.

Une concurrence plus intense sur le marché des produits a nécessairement pour résultat une baisse des prix et des bénéfices sur l'unité de marchandise. Mais cela ne signifie nullement une diminution de salaire pour l'ouvrier ou une diminution des gains pour l'entrepreneur pris individuellement. Au contraire, la production de l'industrie en question peut augmenter si fortement que le salaire et le gain total augmentent aussi de façon considérable, si la quantité de marchandises produite annuellement par ouvrier et par entrepreneur est suffisamment augmentée pour compenser ou même plus que compenser la baisse des prix. Si, par exemple, le prix de l'unité de marchandise est tombé de trois à deux marks, mais que l'ouvrier mieux équipé puisse livrer 600 pièces par an au lieu de 300, son salaire peut avoir baissé de 33 1/3 0/0 par pièce mais son salaire total ne s'en est pas moins élevé de 33 1/3 0/0.

Quand la productivité augmente-t-elle en effet ? Quand le marché grandit : c'est alors qu'une plus grande division du travail devient avantageuse. Est-il probable que le marché grandisse par suite de la baisse des prix qu'amène la concurrence plus active ?

Ce n'est pas seulement probable, c'est absolument inévitable.

Et cela de deux façons différentes. D'abord la baisse de prix de chaque article usuel fait que sa consommation s'étend à des couches de la population toujours plus nombreuses ; puisque la pyramide des revenus devient toujours plus large vers sa base. La consommation « s'intensifie » en quelque sorte : la quantité de marchandises consommées sur une même superficie par la même population augmente plus rapidement que le prix de ces marchandises ne diminue.

En même temps la consommation s'étend de plus en plus, devient plus « extensive » ; à mesure que le prix des marchandises industrielles diminue en effet, le prix relatif du blé, le prix des produits agricoles exprimé en marchandises s'élève. Par suite, la population agricole des terres « entièrement occupées » mêmes devient plus dense qu'elle n'aurait pu l'être sans la concurrence qui abaisse les prix des marchandises ; pour la même raison de nouvelles surfaces sont constamment mises en culture à la périphérie du cercle de l'économie mondiale. Et ceci a lieu d'autant plus rapidement que les chemins de fer, les canaux, les ports et les bateaux, les élévateurs et les appareils frigorifiques, etc., sont eux aussi des produits industriels dont le prix diminue par la concurrence ; ces régions éloignées se trouvent donc ainsi très vite reliées au marché mondial.

Une perturbation permanente de l'équilibre est donc impossible tant que la terre entière n'est pas mise en culture de façon à donner le maximum de récoltes possible. Dès que l'industrie prend un développement exagéré dans le

cercle de l'économie mondiale, le prix du blé s'élève, créant de nouveaux acheteurs à l'intérieur comme à l'étranger dans les pays dont le pouvoir d'acquisition a augmenté. L'économie oscille ainsi avec des écarts de moins en moins grands autour d'un point d'équilibre immuable : ce n'est qu'exceptionnellement qu'une marchandise préparée selon les méthodes qui correspondent au plus haut degré de production atteint, et qui peut être vendue par conséquent au prix courant sur le marché mondial, ne trouve pas d'acheteur.

Ce qui peut arriver, c'est une crise causée par la surproduction ou la consommation insuffisante. Mais une telle crise n'est pas la conséquence d'une surpopulation absolue — car dans ce cas elle ne pourrait prendre fin avant que le « clystère de population » (Max Weber) nécessaire ait été administré — elle est au contraire la cause d'une surpopulation temporaire relative ; la cause de la crise ne peut donc être cherchée que dans une adaptation déficiente de l'économie nationale. Or, ce point ne nous intéresse pas ici où nous nous occupons exclusivement des conséquences prétendues de la « surpopulation » ; il est évident que la crise ne peut être à la fois cause et effet.

De plus, la crise est loin d'être un phénomène exclusivement limité à l'industrie d'exportation ; elle frappe également l'industrie réduite à son marché intérieur et même aussi protégée par des tarifs protecteurs, et ses suites sont alors beaucoup plus dangereuses pour le *standard of life* de la masse. Enfin c'est un fait presque unanimement reconnu aujourd'hui, que l'augmentation de la population et les progrès de l'économie mondiale qui en résultent, le contrôle plus parfait du marché par le télégraphe, l'extension des débouchés parmi les couches inférieures de la population par suite de la baisse des prix, les écarts toujours plus faibles de la récolte mondiale, ont diminué considérablement le danger de crises fréquentes et aiguës. Une crise n'est en

somme, comme une guerre ou une révolution, qu'un phénomène temporaire ; mais nous nous occupons ici des *conséquences permanentes* de la « surpopulation » et non de ses *causes temporaires*.

Ce qui peut se produire encore, c'est une gêne de certaines industries nationales dont les produits ont un prix de revient plus élevé que ceux de leurs concurrents étrangers. Ceci peut provenir de causes diverses : soit des désavantages naturels relatifs à la situation du marché ou à l'extraction des matières premières, soit des mesures de politique douanière des pays étrangers (tarifs allemands sur le sucre), soit d'un esprit commercial arriéré et routinier attaché aux anciennes méthodes (ce que l'on reproche fréquemment de nos jours aux industriels anglais), soit même encore peut-être (?) de l'élévation du taux des salaires. Nous disons : peut-être, car jusqu'à présent les industries qui paient les plus hauts salaires semblent être aussi les plus puissantes dans la lutte de la concurrence. Même en ce qui concerne le simple travail manuel, l'ouvrier bien nourri produit beaucoup plus que l'ouvrier épuisé par les privations. Selon Sir Isaac Lothian la fonte d'une tonne de fer revient beaucoup plus cher en France qu'à Middlesborough, malgré le taux inférieur des salaires sur le continent, parce qu'il faut 42 ouvriers français pour accomplir le travail de 25 anglais. D'après Brassey (*Work and wages*) les frais de production du North-Devon-Railway ont baissé en raison directe de la hausse des salaires ; il rapporte aussi des faits semblables dans l'industrie textile, etc. De plus, à mesure que le salaire s'élève, l'emploi de machines plus perfectionnées devient rentable, car celles-ci économisent alors une somme d'argent d'autant plus considérable. Et enfin il est impossible de confier des machines compliquées à des prolétaires épuisés et inintelligents ; c'est un fait bien connu que l'on ne pouvait mettre aux mains des esclaves que les outils les plus grossiers.

Mais quelle qu'en soit la cause, le fait n'en demeure pas moins : il peut arriver qu'une industrie nationale voit son marché envahi par une industrie étrangère, mais c'est là une circonstance qui n'a toujours absolument rien à faire avec la surpopulation et qui rentre dans la même catégorie que la ruine de l'industrie artisanale causée par la concurrence de la grande industrie. C'est un phénomène qui a son origine dans la concurrence et non dans la population. On ne pourrait admettre un rapport avec l'accroissement de la population que si : 1° le prix des denrées était beaucoup plus élevé dans le pays où sévit la crise que dans les pays concurrents ; 2° si pour cette raison le salaire dépassait de beaucoup celui des pays étrangers et 3° si, par suite, *toutes* les branches de l'industrie languissaient à la fois. Or tout cela n'existe en aucune façon en Angleterre et ne pourra guère se réaliser dans un avenir prochain, ainsi qu'il ressort de notre démonstration.

Lorsqu'une seule industrie languit ou que toute l'industrie d'un pays se trouve dans une situation difficile, non pas par suite de l'augmentation du prix des aliments et des salaires, mais à cause de son infériorité vis-à-vis de la concurrence, cette gêne n'est pas le résultat mais tout au plus la cause d'une « surpopulation ». Il faut alors, ou tenter d'acquérir de nouveau la force nécessaire pour soutenir la concurrence lorsque cette force a été perdue par négligence, etc., ou bien abandonner l'industrie en question, ainsi que fit l'Angleterre pour l'industrie de la soie et du sucre et diriger les capitaux et les forces de travail disponibles vers d'autres branches de la production.

Ce dernier moyen est toujours possible, tant qu'un peuple n'est pas complètement dégénéré, et c'est le remède qui a toujours été appliqué jusqu'ici. La perte d'un marché ne peut avoir lieu en effet que lorsque le concurrent est à même de vendre à plus bas prix. La concurrence libre ainsi en même temps une partie de la puissance d'achat

de la collectivité, qui se manifeste à son tour sur le marché mondial sous la forme d'une demande plus grande de la même marchandise ou d'une demande nouvelle d'autres marchandises. Il se forme ainsi une nouvelle demande permettant l'extension d'une ancienne industrie ou la création d'une nouvelle, une demande que le pays vaincu peut couvrir d'autant plus rapidement que son capital est plus grand et sa division du travail, c'est-à-dire sa faculté d'adaptation, plus parfaite. Mais ces facteurs sont justement des « fonctions » de la densité de la population.

La théorie que nous attaquons ici est en opposition formelle avec les lois organiques et historiques. Elle suppose que la force de production de l'industrie peut augmenter à l'infini pendant que ses débouchés restent immuables, ce qui est tout à fait contraire à l'évolution de tout organisme. Entre la croissance de l'industrie et celle de ses débouchés ruraux il existe en effet un lien élastique mais indestructible. Sans doute la population industrielle ne peut s'accroître que proportionnellement à l'augmentation des excédents agricoles, sans doute la production industrielle ne peut s'étendre que proportionnellement à l'augmentation de la puissance d'achat des campagnes : en cela les malthusiens sont entièrement dans le vrai. Mais ce n'est là qu'une face de la question. Inversement l'agriculture doit aussi s'accroître à mesure qu'augmente l'offre de la population industrielle, et la production agricole doit s'étendre à mesure que ses prix s'élèvent. C'est là l'autre côté tout aussi évident de la question, le côté qui jusqu'ici a presque toujours échappé à l'observation. Il ne peut se produire de disproportion sensible et permanente à l'avantage de l'industrie : le rapport entre les prix de la marchandise industrielle et du produit agricole, le rapport entre la rentabilité de l'industrie et celle de la production rurale veillent à ce que l'équilibre soit toujours rétabli.

Cette conception est de plus anti-historique : d'abord

parce qu'elle ne voit pas que nous sommes en présence ici d'une évolution économique fort ancienne dont l'histoire de notre société contemporaine n'est qu'un des aspects et, ensuite, parce que tous les faits de l'histoire économique des dernières années la contredisent. L'agriculture de l'Amérique et l'industrie européenne ne se sont-elles pas encouragées et aidées mutuellement de la manière que nous venons de décrire ? La surproduction industrielle qui durant les années 1860-75 fit monter le prix des produits agricoles à une hauteur inouïe, n'a-t-elle pas été suivie d'un nouvel essor de l'agriculture, dont les produits pendant 10 ans baissèrent de telle sorte que l'industrie put augmenter sa production jusqu'à ce que sa demande croissante eût fait monter de nouveau le prix du blé ? Le prix actuel du blé permettra de mettre en culture de nouvelles terres en Argentine, en Asie-Mineure et plus tard aussi peut-être en Sibérie et au Soudan et d'ouvrir à l'industrie de nouveaux marchés d'une extension colossale. Et la force qui a relié ces marchés de l'avenir au marché central n'est-elle pas précisément cette dépression des prix de l'industrie européenne et sa pénurie de débouchés ? Quelle autre force eût été capable de pousser le capital européen à couvrir le globe d'un réseau toujours plus dense de lignes de chemins de fer et de services de bateaux ? Quelle autre force eût pu lui fournir les moyens nécessaires ? Quelle autre force lui eût permis d'envahir avec son offre de marchandises l'économie naturelle ou manufacturière des peuples sauvages ou à demi-civilisés, leur communiquant avec de nouveaux besoins l'impulsion nécessaire à l'extension et à la croissance de leur production agricole et de leur puissance d'achat ? Toute la politique coloniale, même la plus humanitaire, a-t-elle jamais eu un autre but que celui-là ? Et si l'Allemagne a rétabli la paix intérieure dans ses possessions africaines, n'est-ce pas surtout afin d'encourager une condensation de la population susceptible de favoriser les progrès de sa puissance d'achat ?

Enfin toutes les statistiques démontrent clairement que les meilleurs clients des pays industriels sont d'autres pays industriels. Ce fait permet-il une autre interprétation que celle que nous en donnons ? Quelle explication en donner sinon que la baisse du prix des marchandises amenée par la concurrence libère une certaine puissance d'achat qui apparaît de nouveau comme demande sur le marché et fait naître une nouvelle industrie. Il serait impossible autrement que des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre ayant une industrie très développée et une forte exportation puissent être en état d'absorber dans une mesure toujours croissante des marchandises industrielles étrangères.

Jusqu'à présent, en tout cas, l'extension et la densité du marché mondial et sa puissance d'achat ont toujours augmenté plus rapidement que la productivité de l'industrie ; quoique le prix de l'unité de marchandise baisse considérablement, les salaires et les bénéfices s'élèvent constamment, parce que chaque ouvrier produit et chaque capitaliste vend un nombre d'unités supérieur à celui qu'ils produisaient et vendaient pendant les périodes précédentes.

Et selon toute apparence ce processus se poursuivra encore durant des siècles et pendant ce temps le capital (l'épargne collective) et la puissance d'achat du marché continueront à s'accroître proportionnellement au carré de la productivité, pendant que les difficultés de transport et de vente ainsi que les risques — et même les risques amenés par les crises — diminueront dans la même proportion.

En résumé : partout où une industrie se développe et prospère, le besoin de produits alimentaires du pays s'accroît également et amène une hausse du prix du blé. Partout où une industrie dispute à une autre la suprématie sur le marché, c'est-à-dire, là où règne une concurrence acharnée, le prix des marchandises baisse. Par sa croissance même l'industrie élève donc des deux côtés à la fois la

rentabilité de la production agricole ; elle diminue en outre les frais de transport, ouvre par là constamment à l'agriculture de nouveaux domaines et de nouvelles classes de terrains et crée ainsi de nouveaux marchés.

L'industrie ne tombe pas pour cela dans le marasme, le prix de l'unité de marchandises exprimé en blé baisse régulièrement il est vrai, mais la productivité augmente bien plus rapidement encore et le résultat final est que l'ouvrier industriel ne consacre plus qu'une part toujours plus minime de sa production totale annuelle à sa nourriture, laquelle est néanmoins plus abondante et de meilleure qualité qu'auparavant. Tous gagnent par conséquent : l'agriculteur dont le blé est mieux payé et qui obtient de plus pour la même superficie un rendement supérieur à mesure que le marché se rapproche davantage — et l'industriel auquel il reste une partie toujours plus grande de sa production totale qu'il peut dès lors affecter à l'acquisition de moyens de satisfaction d'ordre supérieur.

Tant que la terre ne regorge pas littéralement d'habitants, il nous est impossible de prévoir quel obstacle durable pourrait surgir, capable de troubler ce processus grandiose d'intégration. Et ainsi nous en avons fini avec la « seconde variété du malthusianisme prophétique ».

#### IV. Résumé.

Nous avons tenté ici de démontrer que ce que l'on entend aujourd'hui par théorie de la population n'est qu'un mélange de trois théories entièrement différentes, qui se basent sur des considérations entièrement différentes, concernent des faits entièrement différents, et conduisent à des conséquences entièrement différentes. Ces théories sont :

1. *La théorie malthusienne proprement dite.* Elle renferme une prétendue loi naturelle valable pour chaque

phase de l'économie humaine : *passée, présente ou future*. Cette théorie repose sur une erreur grossière quant au domaine sur lequel la « loi de la production agricole » fait autorité. Elle n'a jamais été reconnue par la science sous cet aspect et ne doit sa grande notoriété qu'à l'interprétation inexacte des deux théories suivantes.

2. *Le malthusianisme prophétique qui jongle avec les chiffres*. Il est d'accord avec le malthusianisme proprement dit en tant qu'il parle d'une disproportion nécessaire et inévitable entre le chiffre de la population et la somme des subsistances ; mais il s'en distingue en déclarant que cette disproportion n'existe pas dans toute société économique, mais qu'elle se produira seulement à une époque future indéterminée. Il considère ce moment comme assez proche, par suite d'une grossière erreur quant aux possibilités de la production agricole et à la croissance de la population. Il se nomme « malthusien » par une fausse interprétation du terme « tendance » employé par Malthus, dans lequel il voit non une expression mathématique exacte mais une vague menace concernant l'avenir. Cette opinion ne reposant sur aucune base tangible ne peut pas plus être réfutée qu'elle ne peut être prouvée. Elle peut être juste ou elle peut être fausse ; toute discussion sur ce point est d'ailleurs superflue, l'avenir qu'elle considère étant trop reculé pour pouvoir nous intéresser.

3. *Le malthusianisme prophétique de la « surpopulation relative »*. Cette théorie exprime elle aussi des craintes pour l'avenir ; elles découlent de la même interprétation erronée du terme « tendance » ; mais ces craintes sont fondées non sur une loi naturelle, mais sur des complications sociales présumées. Elle est anti-historique, parce qu'elle croit voir dans la situation d'un peuple industriel exportateur un fait économique nouveau présentant de graves dangers, alors qu'il ne s'agit en l'espèce que de la manifestation sur un domaine agrandi d'une évolution aussi vieille que le monde, et que ces dangers mêmes deviennent forcément moins redoutables à

mesure que le domaine menacé augmente en étendue. Elle est de plus contraire aux lois de l'organisme économique, parce qu'elle ignore les rapports qui existent entre la production et son marché. Elle se croit malthusienne par suite d'une fausse interprétation du mot « surpopulation » chez Malthus. Elle assimile son propre concept de la surpopulation « relative » à celui de la surpopulation « absolue » de Malthus.

Les deux variétés du malthusianisme prophétique sont incapables de s'élever au niveau du problème qu'elles prétendent résoudre : le problème de la distribution durant l'ère capitaliste. Ce qui sera demain ne peut expliquer ce qui fut hier et ce qui est aujourd'hui.

Ces trois théories se mêlent et se confondent, formant ce que l'on appelle aujourd'hui la « théorie de la population », laquelle n'est qu'un amas presque inextricable de paralogismes.

#### D. La rectification Ricardo-Marx.

*L'expropriation des ouvriers par la machine.*

##### I. La théorie du Salaire de Ricardo.

Ricardo a résolu différemment le *thema probandum* posé à la bourgeoisie.

Sans doute il fut aussi un fidèle partisan de la « loi de la marge décroissante des subsistances » dont il a même déduit indépendamment « la loi de la population » à l'aide de sa théorie de la rente foncière, théorie que nous connaissons mais qu'il nous faudra néanmoins étudier d'un peu plus près.

Mais il a en outre fourni au problème du salaire capitaliste une seconde contribution.

Influencé sans doute par les idées de Barton, il cristallisa en une formule scientifique l'opinion en faveur chez la classe ouvrière que les machines jettent les ouvriers sur le

pavé. Il dit en toutes lettres que « l'opinion des ouvriers que l'emploi des machines est fréquemment fatal à leurs intérêts ne repose pas sur une erreur ou un préjugé, mais est au contraire entièrement d'accord avec les lois fondamentales de l'économie nationale et sociale ».

Ce n'est du reste qu'assez tard, lors de la troisième édition de son traité, que Ricardo a accepté cette opinion et qu'il a intercalé dans son ouvrage le chapitre « Des machines ». Jusque-là, il l'admet ouvertement, il avait cru, avec Smith, que l'introduction de machines devait améliorer le sort des ouvriers.

#### a) La théorie de la compensation.

Jusqu'à ce moment Ricardo avait soutenu une théorie que l'on a appelée plus tard la « théorie de la compensation ».

*Selon cette théorie les conséquences mauvaises du machinisme pour les salariés sont « compensées » par une augmentation de l'extension et de l'intensité du marché en faveur du produit de la machine.*

La machine est bien en principe un instrument destiné à épargner du travail, et, comme telle, elle épargne évidemment des ouvriers. Lorsqu'une entreprise installe une machine qui accomplit le travail de cinquante ouvriers, si l'on admet que toutes les autres conditions restent les mêmes, ces cinquante ouvriers deviennent superflus, sont jetés sur le pavé et doivent chercher une autre place.

Mais, objectent les partisans de la compensation, justement les conditions *ne restent pas* les mêmes. Le travail de la machine rend le produit meilleur marché, le produit meilleur marché a une vente plus grande ; son marché devient plus « intensif » parce que des couches toujours plus profondes, c'est-à-dire toujours plus nombreuses de la population peuvent l'acquérir — et il devient plus étendu parce

que le producteur peut expédier la marchandise à de plus grandes distances : la différence entre le prix de vente sur un marché plus éloigné et son propre prix de revient demeure encore assez grande pour rendre le transport possible.

Et alors même qu'en dépit de la production plus grande de l'industrie transformée par la machine, le chiffre d'ouvriers qu'elle occupe resterait plus faible, les autres devraient néanmoins trouver bientôt une occupation dans les autres branches, dit la théorie de la compensation ; la baisse du prix a en effet libéré une certaine puissance sociale d'achat qui se trouvait employée auparavant à l'achat de produits plus coûteux : cette puissance d'achat apparaît désormais sur le marché comme une demande de marchandises d'une autre espèce. Et ces marchandises ne peuvent être fabriquées que par les ouvriers disponibles : les ouvriers renvoyés trouveront donc aussitôt une nouvelle occupation.

La forme plus récente de la théorie de la compensation a attaché notamment une grande importance à certaines branches de l'industrie qui devaient absorber rapidement les ouvriers rejetés ailleurs par la machine, par exemple aux professions qui concernent justement la construction de ces mêmes machines et aux emplois toujours plus nombreux que nécessite le gigantesque trafic moderne, qui n'est lui-même qu'une conséquence de l'emploi des machines. La construction et l'administration des chemins de fer, des grands bâtiments à voile et à vapeur, des ports, ponts, docks et entrepôts, des lignes télégraphiques et des câbles sous-marins, tous ces organismes servant au prodigieux mouvement de marchandises de l'ère des machines ont en effet absorbé un chiffre considérable d'ouvriers.

#### b) « L'expropriation ».

Toutes ces choses ont été aussi appréciées à leur juste

valeur par Ricardo, encore qu'il n'ait pas été témoin de la prodigieuse évolution du trafic moderne. Il mourut en 1823 et c'est en 1825 seulement que le parlement britannique ratifia la concession de la première ligne de chemin de fer.

Pourtant, sous l'impression profonde que fit sur lui la misère de la classe ouvrière amenée alors par le bas niveau des salaires, il se vit contraint comme malgré lui de faire subir une rectification à la loi des salaires de Smith. Il reste fidèle en principe à la théorie du fonds des salaires qui seule permet de légitimer le profit. Il maintient toujours que le salaire est déterminé par le rapport entre l'offre de capital et le chiffre des ouvriers, mais il diminue le numérateur et par conséquent le quotient de la fraction en remplaçant le capital social total par une certaine *partie* seulement de ce capital.

On distingue couramment entre les capitaux fixes et les capitaux circulants. Les premiers se composent des terrains, des bâtiments et des machines, les seconds des matières premières et auxiliaires et des fonds que le chef de l'entreprise a « avancés ».

Or, il est évident que ni les terrains ni les bâtiments ni les machines ne peuvent entrer en ligne de compte pour le salaire des ouvriers. Les produits seuls peuvent leur servir de biens d'utilisation. On peut donc avec raison placer au numérateur de notre fraction non plus le capital entier (C) mais seulement C-f, si  $C = f + c$  ; on aura alors :

$$s = \frac{C - f}{o} = \frac{c}{o}.$$

Si cette formule est correcte, le salaire ne peut s'élever que lorsque  $c$  s'accroît plus rapidement que  $o$ , il demeure immobile lorsque les deux grandeurs augmentent en même temps dans la même proportion et il ne peut s'abaisser que lorsque  $o$  croît plus rapidement que  $c$ .

Or, au temps de Ricardo, le salaire moyen se maintenait

tout au plus au même niveau et dénonçait même une certaine tendance à la baisse. Il devait donc déduire d'après sa formule que  $c$  s'accroissait plus lentement ou dans les conditions les plus favorables selon la même progression que  $o$ . En dépit de l'augmentation considérable du capital total, le capital circulant, par suite de l'augmentation trop rapide du capital fixe, s'accroissait moins rapidement que le chiffre de la population : en d'autres termes, ceci semblait confirmer l'opinion populaire que le machinisme élimine l'ouvrier.

Il est évident que Ricardo a été satisfait de cette preuve *per exclusionem*, car il n'en cherche pas d'autre. Le nouveau chapitre ne contient guère que quelques exemples choisis de façon absolument arbitraire et qui sont plutôt une illustration qu'une preuve. Nous ne pouvons examiner ces exemples en détail : qu'il nous suffise de constater que ses explications sont très faibles et tirées par les cheveux. Ricardo essaye de tirer de l'étude d'une exploitation particulière, les changements que subit un marché important ayant une coopération des plus perfectionnées ; il se trouve ainsi forcé d'admettre les hypothèses les plus invraisemblables, comme par exemple que le produit brut se trouve diminué à la suite de l'installation d'une machine. Toutes les faiblesses de cette méthode théorique qui part de points de vue d'ordre purement privé apparaissent ici démesurément grossies. Ces déductions que Ricardo publia deux ans seulement avant sa mort donnent presque une impression de sénilité lorsqu'on les compare à la rigoureuse précision des œuvres parues auparavant.

Examinons maintenant d'un peu plus près la démonstration que fournit Ricardo de l'élimination de l'ouvrier par la machine.

Elle est concluante si l'on accepte ses prémisses. La première est la théorie du fonds des salaires. Tant que l'on admet en principe, c'est-à-dire tant que l'on considère

comme prouvée ou comme évidente *a priori*, l'hypothèse que le salaire est déterminé et ne peut être déterminé que par le rapport existant entre l'offre du capital et l'offre du travail, il est impossible de se refuser à accepter les conséquences qui en découlent.

Dès que l'on rejette la théorie du fonds des salaires, par contre, tout le raisonnement tombe de lui-même et sa conclusion, l'élimination de l'ouvrier par la machine, est privée de tout support.

Or nous contestons justement — et cela avec de bonnes raisons — que le salaire soit jamais déterminé par le fonds des salaires, quelle que soit sa composition. A notre avis, la formule des salaires de Ricardo :  $\frac{c}{o}$  est tout aussi peu prouvée, et est même tout aussi erronée que la formule de Smith :  $\frac{C}{o}$ . Nous ne pouvons donc pas accepter sa conséquence : l'élimination de l'ouvrier par le capital sous la forme de machines.

## II. La théorie du Salaire de Marx.

### *La loi de l'accumulation capitaliste.*

C'est ce que Marx a clairement reconnu, aussi s'est-il efforcé de donner à sa variante de la théorie du salaire de Ricardo une autre démonstration par induction que nous examinerons de suite.

Considérons d'abord cette variante.

Marx est, lui aussi, resté fidèle en principe à la théorie du fonds des salaires ; d'après lui, le salaire est fixé exclusivement par le rapport de l'offre et de la demande sur le marché du capital ou sur le marché du travail. Mais il diminue le numérateur et par suite le quotient de la fraction plus encore que ne l'a fait Ricardo.

Selon lui, ce n'est pas le capital circulant dans sa totalité

qui entre en considération comme demande sur le marché du travail, mais seulement le capital en *argent* destiné par les entrepreneurs au *paiement des salaires* : ils ne peuvent en effet embaucher plus d'ouvriers qu'ils n'en peuvent payer. Si l'on fait abstraction du caractère essentiellement indéterminable du « capital social » et si l'on veut rester fidèle à cette théorie du fonds des salaires à laquelle toute rigueur scientifique fait défaut, il est évident que la formule de Marx est plus exacte et moins ambiguë que celle de Ricardo.

Marx partage ainsi le capital de façon différente. Il le divise en deux éléments : le capital « constant » et le capital « variable ». Le capital constant comprend le capital fixe de l'ancienne terminologie augmenté de la partie du capital circulant consistant en matières premières et en matières auxiliaires, pendant que le capital variable ne comprend que le « fonds des salaires » en argent. Pour Marx, en effet, le capital constant demeure invariable, « constant » quant à sa valeur au cours du processus de la production capitaliste : il est simplement remplacé quand il est usé par un nouveau fonds tiré du produit brut. Mais le capital variable « varie » quant à sa valeur : il s'accroît de toute la « plus-value » qu'il extorque à l'ouvrier.

Quoi qu'il en soit, le salaire est déterminé selon Marx par la formule  $\frac{v}{o}$ . Nous voyons que le numérateur et par suite le quotient de la fraction est beaucoup plus faible ici que chez Ricardo.

Si nous divisons le capital circulant en matières premières et matières auxiliaires (*m*) et en capital-argent ou capital variable (*v*) nous obtenons pour les trois formules les notations suivantes :

$$1. \text{ Formule de Smith } S = \frac{C}{o}$$

$$2. \text{ Formule de Ricardo } S = \frac{C - f}{o} = \frac{c}{o}$$

$$3. \text{ Formule de Marx } S = \frac{C - f - m}{o} = \frac{v}{o}.$$

L'on voit que le salaire moyen auquel arrive Marx est plus bas que celui de Ricardo et de beaucoup inférieur à celui de Smith. La variante marxiste de la théorie du fonds des salaires est donc à proprement parler celle qui se rapproche le plus de l'état réel des faits tel qu'il se manifeste dans le bas niveau des salaires de l'ère capitaliste.

#### a) L'argument de Marx.

Néanmoins ceci ne nous donne rien ; pour arriver à déduire de la formule  $\frac{v}{o}$  le mouvement du salaire pendant l'ère capitaliste, il faudrait prouver que  $o$  s'accroît plus rapidement que  $v$ . Si, au contraire,  $v$  s'accroît plus vite que  $o$  le salaire devra augmenter de façon constante.

Marx s'est efforcé de démontrer que  $o$  croît plus rapidement que  $v$  par la loi célèbre de l'« accumulation capitaliste », la pierre angulaire de son système grandiose d'économie prolétarienne. Il l'oppose sous le nom de « loi de la population sous le régime capitaliste » à la loi malthusienne de la population, l'objet de son mépris le plus profond. Le contenu de cette loi forme la thèse éternelle de tout socialisme : la surpopulation dont l'existence ne peut être niée, c'est-à-dire la disproportion énorme entre le chiffre d'ouvriers et la somme des moyens de subsistance dont ils peuvent disposer, ne provient pas d'une parcimonie irrévocable de la nature, elle est causée par l'organisation défectueuse mais susceptible de perfectionnement de la société humaine. *La misère des masses loin d'être une catégorie naturelle et éternelle n'est qu'une catégorie sociale et temporaire.*

#### 1. Démonstration.

Nous savons ce que Marx entend par « relation capitaliste »

(Kapitalverhältnis) : la scission de la société en deux classes sociales nettement distinctes ; au sommet une minorité qui possède tous les biens d'acquisition, et au bas de l'échelle sociale une majorité d'ouvriers libres au double sens du mot. Là où existe la relation capitaliste, et là seulement, les biens d'acquisition sont « capital », c'est-à-dire une valeur qui engendre la plus-value et dont la possession rapporte un profit à ses détenteurs.

En ce qui concerne l'origine ou, pour employer l'expression de Marx, la « production » de la relation capitaliste, l'opinion de Marx concorde entièrement avec la nôtre. Il rejette la conception du droit naturel de l'ancienne théorie, la conception de l'« accumulation primitive » qu'il qualifie dédaigneusement d'« abc enfantin » et il démontre que les premiers capitaux ont été formés par la « violence extra-économique », par notre « moyen politique » par conséquent, au cours du même processus qui créa les « ouvriers libres » — paysans chassés de leurs biens, mercenaires au compte des anciens seigneurs féodaux, rendus superflus par l'abolition des armées seigneuriales, jouissant de biens ecclésiastiques confisqués, etc. — contraints de subir l'exploitation. Et lorsque la faim ne suffit pas à les mettre au service des capitalistes, le joug d'une implacable législation de classe vint les y forcer.

Tout cela est tout à fait juste dans les grandes lignes, encore que les découvertes récentes montrent l'inexactitude de bien des détails. Mais ce sont là des points secondaires sur lesquels nous n'avons pas à nous étendre.

Une fois produite de cette sorte par le moyen politique, *la relation capitaliste se reproduit désormais spontanément, automatiquement pour ainsi dire, au cours du processus de la production capitaliste et par ce processus même.* Ainsi la classe capitaliste, au haut de l'échelle sociale, possède toujours tout le capital quelque grossi qu'il soit, et tout en bas se trouve la classe des ouvriers libres,

« libres de leur personne, mais dépourvus des objets nécessaires à la réalisation de leur force de travail ».

La raison de cet état de choses est que le processus capitaliste de production lui-même engendre toujours nécessairement une *surpopulation relative*. Par là il abaisse le cours du travail sur le marché où l'offre de bras est toujours supérieure à la demande ; le salaire ne peut s'élever, puisque deux ouvriers courent constamment après un entrepreneur et s'offrent au rabais.

De quelle manière le processus capitaliste de production engendre-t-il cette surpopulation relative chronique ?

*La machine élimine l'ouvrier.*

Ceci a lieu de deux manières. Premièrement, la machine transforme des producteurs indépendants en prolétaires dépendants — et deuxièmement elle enlève à ces derniers les emplois qui les font vivre.

Le premier fait résulte du processus de la concurrence hostile que nous avons déjà décrit, et il se manifeste selon Marx dans toutes les branches de la production sans exception, dans la production agricole aussi bien que dans l'industrie. L'exploitation munie du plus gros « capital » écrase l'exploitation plus faible, parce qu'elle est à même de livrer l'unité de marchandise à plus bas prix. Les producteurs indépendants expropriés de cette manière par le processus *économique* de la concurrence, deviennent des ouvriers libres jetés sur le marché du travail et constituent une partie du surplus de population, de l'armée de réserve. Ils affluent toujours davantage sur ce marché ; en effet, la force offensive du gros capital augmente de plus en plus à mesure que ce capital se *concentre* davantage par l'accumulation de la plus-value grandissante et qu'il se *centralise* simultanément par la fusion de nombreux petits capitaux (associations du capital). L'industrie artisanale, la forme d'exploitation de la « production simple de marchandises » succombe tout d'abord, bientôt rejointe par

le petit capitaliste et le capitaliste moyen. Et enfin la concurrence continuant à faire rage, les gros capitalistes se combattent sans merci jusqu'à ce qu'il ne reste plus sur le champ de bataille qu'un petit nombre de Leviathans du capital : tous les autres sont allés grossir l'armée toujours plus nombreuse du prolétariat sans ressources.

C'est là une des causes de l'offre trop nombreuse sur le marché du travail, et par suite du bas niveau du salaire. L'autre cause est l'élimination par la machine des éléments déjà refoulés dans le prolétariat.

Il n'est naturellement pas question ici de la machine en tant que masse inanimée de bois ou de fer, mais de la machine considérée comme l'instrument de l'exploitation capitaliste, dès qu'existe la relation capitaliste. La raison de cette élimination est que *v s'accroît plus lentement que o*.

Ou, pour nous exprimer en termes plus clairs :

Quelle que soit la rapidité avec laquelle le capital social total augmente au cours de l'évolution capitaliste, il est placé pour une part si grande en capital constant, c'est-à-dire immobilisé en machines, bâtiments, matières premières et matières auxiliaires, qu'il ne reste plus pour le *fonds des salaires* proprement dit, pour le capital variable, qu'une part très faible, laquelle augmente moins rapidement que le chiffre des ouvriers.

Si cette affirmation peut être démontrée, la conclusion à laquelle arrive Marx, son *thema probandum* est inéluctable : il doit exister effectivement une « tendance » vers une société future collectiviste dépourvue de marchés, vers « l'État futur » avec sa « production par et pour la communauté ». Les deux conditions préalables de cet état de choses se trouveront remplies dans un très bref délai : la condition *économique*, la simplification de la production sociale — et la condition *politique*, l'organisation d'une majorité révolutionnaire invincible.

1° Aussitôt que la production totale des biens est effectuée

428 LIVRE QUATRIÈME. — LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA DISTRIBUTION

par un petit nombre d'entreprises énormes, elle se trouve simplifiée à un tel point que la masse du peuple n'aura, le cas échéant, aucune difficulté à organiser ces entreprises lorsqu'elle s'en sera emparée. Dans ce cas, en effet, le besoin collectif est exactement connu et toutes les organisations qui servent à le couvrir existent déjà en pleine activité et en plein développement.

(Entre parenthèses : de nouvelles difficultés surgissent néanmoins dès l'instant où le prolétariat s'empare du capital et recueille la totalité de la plus-value. La partie de la force de travail totale qui était consacrée jusque-là à couvrir la demande de la classe capitaliste doit alors évidemment être dirigée vers d'autres branches de la production. Mais nous ferons abstraction de cette difficulté.)

2° Si la simplification de la production, la condition économique indispensable à l'abolition de l'économie capitaliste et à l'avènement de l'économie collectiviste existe, la condition *politique* doit inévitablement exister aussi. Le prolétariat, aggloméré en masses toujours croissantes dans les centres industriels, organisé toujours plus strictement par le capital lui-même, doit, dans ces circonstances, se trouver poussé jusqu'au point où la révolte latente se transforme en révolte ouverte, « la révolte de la classe ouvrière toujours plus nombreuse, de la classe ouvrière exercée, unie et organisée par le mécanisme même du processus capitaliste de la production ».

Cette conséquence fort importante est donc liée irrévocablement à la validité de la « loi de l'accumulation » : elle se maintient par elle et tombe avec elle.

Pour démontrer cette loi, Marx présuppose tout d'abord une condition qu'il sait n'être pas réelle : il suppose que la « composition » du capital demeure invariable pendant un certain temps, c'est-à-dire que le capital variable augmente dans la même mesure que le capital constant, de telle sorte qu'il reste pour les salaires un même pourcentage

du capital total. Or, même dans ce *cas extrême, le plus favorable* pour la classe ouvrière, le salaire, prétend Marx, ne peut s'élever à un niveau permettant de détruire la relation capitaliste.

Sans doute dans ces circonstances favorables il s'éleverait forcément, car le capital total s'accroîtrait plus rapidement que le chiffre de la population ouvrière ; dans ce cas fictif, sa partie variable augmenterait donc elle aussi plus rapidement que la grandeur *o*, amenant ainsi une hausse du salaire. Mais cette hausse se heurte bientôt à des bornes qu'elle ne peut franchir.

En effet, plus le salaire augmente et plus la plus-value diminue. Or, comme le capital résulte de l'accumulation de la plus-value « épargnée », il diminue dans la même mesure que le salaire augmente, si l'on admet que chaque capitaliste soit alors tout aussi « abstinent » que pendant les périodes de bas salaires, c'est-à-dire si l'on présume qu'il n'augmente pas sa consommation personnelle. Supposons que sur une plus-value totale de vingt mille marks, il ait dépensé pour lui-même, durant les périodes de bas salaires, dix mille marks et qu'il ait laissé les autres dix mille marks s'accumuler ; lorsque les salaires sont plus élevés, il ne peut plus épargner que cinq mille marks par exemple s'il en dépense toujours dix mille.

Or un moment arrive, dit Marx, où avec une hausse constante des salaires et une baisse constante de la plus-value, le capitaliste n'a plus le moindre intérêt à « s'abstenir » et à accumuler. Lorsque le taux du profit tombe au-dessous d'un certain minimum « *l'aiguillon du gain s'émousse* ». L'avantage que peut escompter le capitaliste en épargnant une partie de son revenu pour le placer de nouveau comme capital devient trop minime, les quelques francs de profit ne valent pas la peine qu'ils coûtent à recueillir et l'accumulation cesse ou du moins diminue très fortement. Le capital total et par suite son élément variable ne s'accroissent plus ou s'accroissent seulement dans une très faible mesure.

Par contre, la classe ouvrière continue à se multiplier sans obstacle. Le nombre d'ouvriers  $o$  constamment croissant doit se partager la valeur  $v$  que l'on peut presque considérer comme invariable, par suite, le quotient, le salaire moyen, doit baisser jusqu'à ce que — c'est Marx qui l'affirme — il ait atteint un niveau assez bas qui rende de nouveau l'accumulation avantageuse et permette à  $C$  et à  $v$  de recommencer à s'accroître. « L'accumulation se ralentit. Mais en même temps la cause de son ralentissement, la disproportion entre le capital et la force de travail exploitable disparaît. Le mécanisme du processus capitaliste de production écarte ainsi spontanément les obstacles qu'il a temporairement élevés. Le prix du labeur tombe de nouveau à un niveau correspondant aux exigences de la mise en valeur du capital » ..... « La hausse du salaire demeure donc enfermée dans des limites qui non seulement laissent intacts les principes du système capitaliste, mais encore qui assurent sa production sur une plus grande échelle. La loi de l'accumulation capitaliste travestie en loi naturelle n'exprime donc qu'un fait unique : c'est qu'elle rend impossible en raison de sa nature même toute diminution dans le degré d'exploitation du travail ou toute augmentation du salaire du travail qui pourrait compromettre gravement la reproduction constante de la relation capitaliste, et sa reproduction sur une échelle de plus en plus grande. »

Ainsi, même dans le cas extrême le plus favorable que l'on puisse imaginer, il est impossible que le salaire s'élève à un niveau permettant de détruire la relation capitaliste en mettant les ouvriers à même de faire à leur tour des épargnes sérieuses, leur permettant en un mot de cesser d'être des prolétaires « libres », c'est-à-dire dénués de tout.

Or, les faits sont beaucoup plus défavorables à la classe ouvrière dans l'économie capitaliste réelle que dans le cas fictif que nous venons d'examiner. La partie variable du capital ne demeure pas égale par rapport au capital total,

elle baisse avec une vitesse accélérée, à peu près comme un corps tombant selon la loi de la pesanteur. Dans le processus de la concurrence hostile, chaque capitaliste est contraint, sous peine de ruine, d'augmenter le plus possible son capital constant en machines et en matières premières, et de mettre toujours en état les machines, de telle sorte que la part relative du capital variable baisse constamment.

Pour employer une formule mathématique : la proportion  $\frac{C}{v}$  diminue suivant une progression accélérée :  $v$  étant désormais lié à  $o$  ainsi que nous venons de le démontrer, la proportion  $\frac{v}{o}$  diminue également suivant la même progression. La machine exproprie l'ouvrier, la relation capitaliste est constamment reproduite au cours même du processus capitaliste de production.

## 2. Réfutation.

La démonstration de Marx peut être résumée de la façon suivante : lorsque, pour une raison quelconque, le fonds des salaires s'accroît plus rapidement que le chiffre des prolétaires, le salaire augmente et la plus-value diminue. Par suite, l'accumulation du capital se trouve ralentie, le fonds des salaires s'accroît plus lentement que le chiffre des ouvriers et le salaire diminue de nouveau.

Admettons provisoirement la justesse de la considération psychologique qui pousse Marx à affirmer que si la plus-value diminue, les possesseurs du capital seront bien tentés pendant quelque temps de « s'abstenir » plus encore qu'auparavant, c'est-à-dire de consommer une moindre partie de leur revenu total restreint et d'accumuler davantage, mais que si le taux de la plus-value continue à baisser, il arrivera effectivement un moment où le capitaliste décou-

ragé abandonnera la lutte. Il est admissible en effet que tant que j'ai la perspective de gagner annuellement une somme supplémentaire de deux mille marks en accumulant dix mille marks sur mon revenu de vingt mille marks, ce « salaire de l'abstinence » sera plus que suffisant pour m'encourager dans l'exercice de cette vertu, que je persévérerai même si mon salaire tombe à mille marks, peut-être encore s'il tombe à cinq cents ou même à cent ; mais que lorsque mon abstinence ne sera plus récompensée que par un revenu supplémentaire de dix marks, par exemple, j'y renoncerai fort probablement et cesserai d'accumuler du capital, c'est-à-dire d'épargner dans le but de récolter les fruits de la plus-value. Nous ne rechercherons pas si, dans ce cas, je n'aurais pas d'autant plus de raisons de faire des épargnes, de constituer un trésor pour moi et ma famille, ou si même dans ces conditions je ne serais pas tenté, si je connais un placement qui offre une sécurité absolue, de prêter mes épargnes contre l'intérêt le plus minime.

Laissant de côté ces considérations, nous admettrons donc avec Marx que lorsque le salaire s'élève d'une façon constante et que la plus-value diminue en proportion, il doit forcément arriver un moment où l'accumulation du capital s'arrête.

#### α) Preuve immanente contre Marx

*Le « point critique » de la relation capitaliste.*

A quel niveau du salaire ce point critique est-il atteint ? Selon Marx, à un niveau permettant à la « relation capitaliste » de se maintenir, quoique un peu amoindrie, c'est-à-dire un salaire qui ne permet pas encore à l'ouvrier de former lui-même par sa propre « abstinence » un capital de quelque importance, et de se soustraire par là à la servitude capitaliste.

*Mais ceci, Marx ne l'a nullement prouvé.* Dans toute la démonstration que nous venons d'exposer, il ne se trouve pas le moindre fait permettant de soutenir que le « point critique » de l'accumulation coïncide avec ce niveau des salaires. Il a prouvé uniquement — si l'on accepte sans discussion la psychologie marxiste du capitaliste — qu'à un certain niveau du salaire, niveau que Marx laisse absolument indéterminé, l'accumulation se ralentit ; quant à son affirmation qu'elle se ralentit à un niveau du salaire déterminé, elle est dénuée de tout fondement ; c'est une affirmation gratuite, une grossière pétition de principe.

On peut représenter cela graphiquement de la manière suivante :

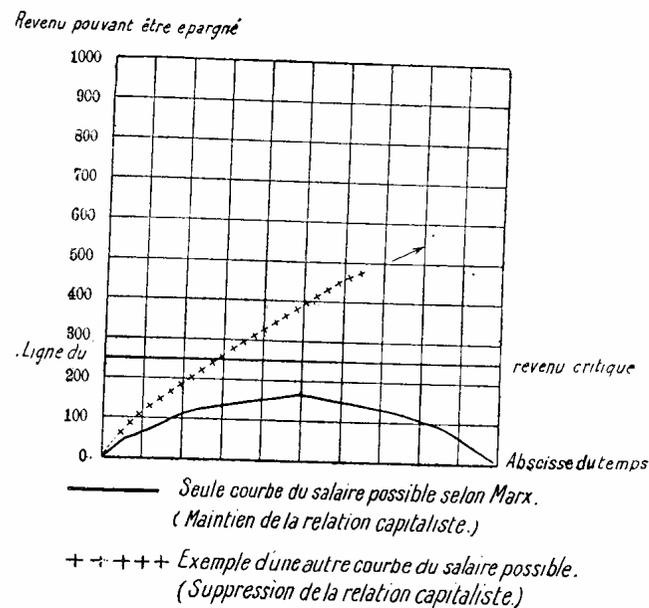


Fig. 4. — Le cercle vicieux de la théorie de Marx.

Dans cette courbe les abscisses représentent le temps et les ordonnées le taux du salaire. A un endroit quelconque situé au-dessus du niveau du salaire au moment de l'observation se trouve la ligne, le lieu géométrique du « point critique », au-dessus duquel le salaire ne peut s'élever sans

détruire la relation capitaliste. Dès que ce point est dépassé, en effet, les ouvriers sont eux aussi en état de faire des épargnes importantes et d'accumuler du « capital ».

Marx soutient donc que le salaire ne peut jamais dépasser cette ligne critique : il ne peut s'élever selon lui que jusqu'à un point situé au-dessous de cette ligne pour retomber ensuite. La démonstration qu'il en donne est fautive, ainsi que nous l'avons vu. Mais supposons, au contraire, que le salaire réussisse une seule fois à s'élever au-dessus de cette ligne critique et les ouvriers pourront constituer des capitaux ; alors non seulement la courbe du revenu du travail ne sera nullement contrainte de tomber, mais encore elle pourra poursuivre sans interruption sa ligne ascensionnelle.

Considérée au point de vue logique, l'erreur de Marx se présente comme une disjonction incomplète. Marx a supposé que deux cas seulement pouvaient se produire, alors qu'il y a au moins trois possibilités : aussi la conclusion de son « dilemme » est-elle insoutenable.

Ceci n'empêche pas évidemment le *fait* de la surpopulation capitaliste : l'existence d'une armée de réserve d'ouvriers sans travail avec ses conséquences néfastes, le bas niveau des salaires et la misère inévitable des masses. Loin de nous la pensée de vouloir mettre en doute l'existence d'un seul des anneaux de cette chaîne fatale. Mais ces faits réclament une autre *explication*. C'est sur ce point qu'il faut insister : c'est seulement de ce côté que l'on peut attaquer avec succès la doctrine marxiste. Celui qui conteste en effet la justesse de l'*explication* marxiste de l'armée de réserve est facilement accusé par ses partisans de contester l'*existence* même de cette armée, de même que celui qui conteste l'*explication* malthusienne de la surpopulation est souvent accusé de nier le *fait* même de cette surpopulation.

### β. Preuve « ex consequentibus ».

#### *La compensation.*

Le produit total de la société est réparti d'une façon irrationnelle entre les ouvriers et les capitalistes. Cette distribution défectueuse est causée par la présence sur le marché du travail d'une armée de réserve dont la concurrence abaissant considérablement le niveau des salaires maintient le profit à un niveau très élevé. Jusque-là tout est clair et toutes les écoles, tant bourgeoises que socialistes, sont d'accord. La divergence d'opinions ne commence que lorsqu'il s'agit d'expliquer la *provenance* de l'armée de réserve.

Selon Malthus la parcimonie de la *nature* seule est coupable. Nous avons reconnu que sa démonstration est erronée et son affirmation indéfendable.

Selon Ricardo et Marx le *capital* est le coupable : le capital sous sa forme de machine exproprie l'ouvrier et crée l'armée de réserve. Nous avons vu la faiblesse de leurs arguments. Néanmoins leur affirmation pourrait être juste.

Ils ont proclamé que *la théorie de la compensation était fautive*. Selon eux l'accroissement du marché en extension et en intensité ne suffit pas à absorber le nombre considérable d'ouvriers éliminés par les machines.

Est-il possible de démontrer et de prouver cette assertion ? Le capital sous forme de machines est-il vraiment responsable du fait indiscutable de l'expropriation en masse des prolétaires ? C'est là le problème qui nous occupe à présent.

*Or, nous sommes à même de prouver que cette affirmation est fautive.*

Nous n'avons, pour nous en rendre compte, qu'à embrasser maintenant d'un coup d'œil cet ensemble gran-

diose de faits qui nous a déjà servi à prouver les erreurs des anciennes théories : le phénomène de l'*urbanisation* de la population.

Chacun sait, même sans avoir consulté un livre de statistique, que dans tous les pays qui ont une industrie prospère, la population depuis le commencement de l'ère capitaliste a prodigieusement augmenté. En même temps, par suite d'un mouvement migratoire incessant, la totalité de cet excédent — grossi encore d'une partie de l'ancien effectif — est allé accroître la population des villes pendant que dans les campagnes, au contraire, la population a diminué non seulement par rapport au chiffre total, mais encore de façon absolue. Nous avons d'ores et déjà un fait absolument indéniable, c'est que cette énorme sur-offre sur le marché citadin du travail a été constituée exclusivement par l'immigration en masse des prolétaires ruraux dans les villes. L'industrie urbaine a créé des occupations pour la plus grande partie de ces nouveaux-venus : alors que pendant les années 1882-1895, par exemple, le chiffre de la population totale de l'Allemagne a augmenté d'environ 44 0/0, le chiffre des ouvriers occupés par l'industrie a augmenté de 44 0/0 environ, c'est-à-dire de plus du triple ; l'immigration citadine a été néanmoins trop forte pour les pouvoirs d'absorption de l'industrie progressante, et il est resté malgré tout une armée de réserve non occupée ; c'est pourquoi aujourd'hui encore deux ouvriers courent après un entrepreneur, offrant leurs services au rabais.

Or c'est un fait connu que partout où le capitalisme prend pied, la concentration et la centralisation du capital qui résultent des progrès techniques se développent incomparablement plus vite dans l'industrie que dans l'agriculture.

Si, par conséquent, ainsi que le veut la loi de l'accumulation, la production d'excédents de population toujours croissants s'effectuait en raison directe de l'accumulation et

des modifications qu'elle amène dans la composition organique du capital, le contingent de l'armée de réserve fourni par l'industrie devrait être beaucoup plus nombreux que le contingent fourni par l'agriculture.

L'industrie, en effet, est composée d'entreprises individuelles qui occupent en général sur l'échelle de la production un degré plus élevé que les entreprises agricoles individuelles : son capital total est donc composé de capitaux individuels qui se sont accrus par la concentration et la centralisation dans une plus grande mesure que les capitaux individuels constituant le capital total de l'agriculture. La partie du capital de l'industrie représentant le capital constant est donc beaucoup plus considérable et la partie représentant le capital variable beaucoup plus faible que dans les capitaux agricoles. Si vraiment l'existence de l'excédent d'ouvriers était reliée en quoi que ce soit au capital variable et à sa diminution relative, l'industrie devrait inégalement présenter au plus haut degré les symptômes dont nous avons constaté la présence dans l'économie universelle et même dans l'agriculture si peu développée au point de vue capitaliste. Or, non seulement ce n'est pas le cas, mais encore l'industrie absorbe une énorme partie du surplus de la population agricole. Inversement l'agriculture devrait fournir à l'armée de réserve un contingent beaucoup plus faible proportionnellement : or, des centaines de milliers d'individus qu'elle rejette annuellement, quelques milliers seulement viennent grossir l'armée de réserve, selon les calculs des plus sombres pessimistes.

Dans l'*industrie* tout entière comprenant toutes les branches de la préparation des biens et le commerce, c'est-à-dire dans toutes les professions *urbaines*, il s'est donc produit une compensation et même *plus qu'une compensation* de l'expropriation effectuée par le capital. Non seulement l'industrie a créé de tout temps un nombre de places suffisant pour faire face à l'accroissement naturel de la population

urbaine et pour occuper les indépendants qu'elle a expropriés, mais elle a de plus assuré un abri à un nombre considérable de nouveaux venus que l'agriculture avait expropriés et rejetés dans le prolétariat.

*Il est donc évident que l'expropriation des ouvriers a lieu non pas en raison directe, mais en raison inverse de l'accumulation du capital.*

Deux conclusions découlent avec une inexorable nécessité de cette constatation.

1. *La variante Ricardo-Marx de la théorie du fonds des salaires n'est pas seulement erronée dans sa forme, elle est inexacte quant au fond.*

2. *La cause de la reproduction permanente de l'armée de réserve et par là du capitalisme se trouve dans les campagnes.*

L'exode des prolétaires campagnards pourrait avoir deux causes : le genre de l'entreprise et les conditions de la propriété.

Marx défend la première alternative. Le respect dû à un des plus grands penseurs modernes et plus encore l'influence considérable qu'a exercée sa doctrine sur notre époque rendent indispensable un examen plus approfondi de ses opinions sur ce point.

#### b) L'opinion de Marx.

Pour Marx, l'agriculture est un « trade », une branche de l'« industrie » totale semblable à toutes les autres ; il ne voit aucune différence entre elle et n'importe quelle industrie. Aussi applique-t-il avec assurance à l'agriculture les catégories tirées de l'examen de l'industrie. La loi de l'accumulation doit agir ici aussi bien que là.

Dans l'agriculture aussi par conséquent la concurrence fait rage ; ici aussi la grande exploitation munie de gros capitaux est supérieure à la petite exploitation du « simple

producteur de marchandises » et l'« exproprié » par la guerre des prix ; et ici aussi, par suite, le capital se concentre et se centralise. A mesure que ceci se produit la modification que nous connaissons se manifeste dans la composition organique du capital ; la partie constante augmente non seulement de façon absolue mais aussi de façon relative, la partie variable diminue au moins relativement et un nombre toujours croissant d'ouvriers se trouve « exproprié » : ceux-ci se pressent maintenant avec les autres expropriés sur le marché du travail tant agricole qu'industriel et « éternisent » la misère du prolétariat.

Fr. O. Hertz a très spirituellement tourné en dérision cette conception : « L'ancienne théorie socialiste proclame d'une façon fort simple que dans l'agriculture comme dans l'industrie la grande exploitation est supérieure aux petites qu'elle écrase : thèse, antithèse, synthèse, expropriation, accumulation, association — le tour est joué ! »

Le sarcasme est mérité. De toute cette argumentation si plausible en apparence, pas un détail, si minime qu'il soit, ne concorde avec les faits existants et Marx n'a pas apporté pour étayer ses assertions le moindre exemple qui prouve l'existence de la « concurrence » entre les grandes et les petites exploitations rurales, la supériorité des premières et l'« expropriation » des secondes au cours de la guerre des prix, l'expropriation des prolétaires campagnards par le capital agricole.

Sans doute, l'« expropriation » des prolétaires ruraux existe sur une grande échelle mais, d'après les exemples cités par Marx lui-même, le capital ne peut en aucun cas être rendu responsable ; et, sans doute, il existe une énorme « centralisation » du capital agricole, mais d'après les exemples cités par Marx lui-même la « concurrence » n'en est jamais la cause.

1. *L'« expropriation » des agriculteurs indépendants.*

Tout d'abord, pour ce qui concerne la concurrence entre la grande et la petite exploitation agricole, nous savons que dans l'agriculture la concurrence hostile, la concurrence déloyale, au rabais, est impossible pour la raison que le prix du produit agricole tend généralement à monter. L'intention d'écraser le voisin ne peut exister lorsque la possibilité n'en est pas donnée. Entre les agriculteurs la concurrence pacifique est de règle et par suite un agriculteur ne peut jamais être « exproprié » par la concurrence acharnée d'un autre. Il est donc absolument impossible dans l'agriculture qu'un petit nombre de grosses exploitations puissent se substituer à un grand nombre de petites par suite de la concentration et de la centralisation du capital et de l'expropriation économique.

A l'époque où vivait Marx, il existait bien dans l'agriculture britannique une forte tendance à l'accumulation et à la centralisation. Un processus commencé depuis des siècles se manifestait avec une intensité qui, depuis les débuts de l'ère capitaliste, s'était subitement accrue. Il tendait à substituer à la masse des petites exploitations agricoles un petit nombre de grandes exploitations : à première vue il y avait là un pendant exact au mouvement qui se produisait à la même époque dans l'industrie.

Marx veut que les petits agriculteurs disparaissent ruinés par la « concurrence ». Il ne se laisse même pas déconcerter par le fait que, à cette même époque, ainsi qu'il le constate d'ailleurs lui-même, « la valeur monétaire du produit agricole s'élevait rapidement par suite de la hausse des prix de la viande, de la laine, etc., hausse qui s'est maintenue en Angleterre durant les dernières vingt années et surtout pendant la seconde moitié de cette période ».

Il est si aveuglé par ses catégories industrielles, qu'il ne

s'aperçoit même pas de la contradiction qui existe dans ce fait que les petits producteurs se trouvent ruinés *alors que les prix de leurs produits haussent*. Les tisserands au métier auraient-ils été ruinés, eux aussi, si le prix de leur produit avait augmenté ?

Mais quelle cause autre que la concurrence a pu chasser des campagnes le petit producteur agricole ?

C'est un mystère ! Le simple producteur de marchandises de l'agriculture ne peut pas avoir été tué par la concurrence des bas prix, puisque cette concurrence n'existe pas. Et pourtant il a disparu.

Nous ne pouvons trouver le mot de l'énigme qu'en nous adressant à Marx lui-même. Etudions donc non les passages où il déduit de sa loi générale le processus de l'accumulation dans les campagnes, mais les pages où il expose en détail la marche de cette évolution.

Là se trouve en effet la clef de l'énigme : *le mot : fermier y revient à chaque instant.*

Qu'est-ce qu'un fermier ?

Un fermier est un agriculteur de profession qui, moyennant une certaine redevance annuelle fixe, qui est généralement payable en argent et peut être augmentée dans des délais assez courts, cultive une terre qui ne lui appartient pas, fait valoir un bien qui est la propriété d'un tiers.

Le petit fermier a-t-il une ressemblance quelconque avec l'artisan de la période de « production simple de marchandises » ? En ce qui concerne le genre de l'entreprise, évidemment oui ! Il travaille en effet lui-même, aidé de sa famille ou tout au plus d'un personnel peu nombreux. Il n'est pas capitaliste, car « des moyens de production disséminés ne sont pas du capital ». Mais ici la ressemblance s'arrête. Quant aux conditions de la propriété, elles diffèrent entièrement de celles de l'artisan du moyen âge.

Il n'est pas le moins du monde « simple producteur de marchandises ». Le caractère distinctif de ce dernier est en

effet, selon Marx, la possession des moyens de production. Or, le fermier n'est nullement propriétaire des moyens de production : le plus important de tous, le sol qu'il cultive, appartient à un tiers, à son bailleur.

Le « simple producteur de marchandises » dans les campagnes, le pendant de l'artisan citadin, est le cultivateur « indépendant », le paysan en possession de tous les moyens de production, mais non le fermier.

Si c'est aux dépens des fermiers que se firent la « concentration et la centralisation du capital agricole », toute difficulté disparaît. Dans les Etats soi-disant constitutionnels, rien n'est plus facile en effet que d'« exproprier » les fermiers : il suffit de ne pas renouveler leurs baux et au besoin de les faire expulser par la police ou même par un détachement de troupes. Point n'est besoin d'une laborieuse déduction logique tirée des modifications se produisant dans la composition organique du capital !

Mais ce phénomène est-il vraiment identique avec l'« expropriation des producteurs immédiats, c'est-à-dire avec la suppression de la *propriété privée* basée sur le travail personnel » ? Cette « expropriation » de fermiers a-t-elle vraiment quelque chose de commun avec « la tendance historique de l'accumulation capitaliste » dont le résultat est d'« exproprier » par la concurrence des prix le simple producteur de marchandises, le petit *propriétaire* qui se sert lui-même des moyens de production qui lui appartiennent ?

Ainsi l'accumulation industrielle et l'accumulation agricole sont deux phénomènes tout à fait différents. Dans l'industrie, la partie perdante est propriétaire de ses moyens de production, dans l'agriculture elle est seulement locataire ; dans l'industrie la partie gagnante est le parvenu bourgeois, dans les campagnes c'est le possesseur de titres juridiques à la propriété féodale du sol ; dans l'industrie le « capital » croit d'abord à côté de l'industrie artisanale, s'accumule lentement et aboutit à l'« expropriation » de l'artisan

et à sa ruine finale par la concurrence des prix ; l'artisan succombe parce qu'il ne peut soutenir les bas prix imposés par le capital. Dans les campagnes le petit fermier est tout d'abord « exproprié » et cela non pas au sens économique du mot, mais exproprié juridiquement par voie d'expulsion. C'est ce droit à l'expropriation juridique qui est la « condition indispensable » de l'existence d'une agriculture capitaliste. Ce qui dans l'industrie est l'effet devient la cause dans l'agriculture et *vice versa*.

Si Marx, négligeant ces différences fondamentales, a cru voir ici une identité parfaite, c'est qu'il a été induit en erreur par le mot : expropriation. Il a vu dans les deux cas une « expropriation » sans se rendre compte des deux sens différents qu'il donnait à ce mot : celui d'expropriation économique, qu'il lui donne généralement, et le sens courant d'expropriation juridique, légale. La confusion est grave ; c'est comme si un boutiquier « exproprié » par la concurrence des grands magasins, s'avisait de réclamer une indemnité en vertu des lois sur l'« expropriation » ?

Nous retrouvons ici presque trait pour trait la même erreur logique qui est à la base de la doctrine de l'accumulation primitive. Celle-ci confond l'« occupation » juridique avec l'occupation économique, comme celle-là l'« expropriation » juridique avec l'expropriation économique.

C'est pour cette raison que Marx voit dans le fermier un petit propriétaire cultivateur et arrive à la conclusion entièrement fautive que dans l'agriculture aussi la petite exploitation est ruinée par la grande et son propriétaire rejeté dans la masse du prolétariat.

## 2. L'« expropriation » des ouvriers agricoles dépendants.

Il est donc impossible d'attribuer l'exode rural à l'expropriation de cultivateurs *indépendants* ; voyons maintenant

quels sont les faits que cite Marx touchant l'expropriation des *dépendants*.

Là aussi, dans la plupart des cas, nous avons à faire à des expulsions juridiques exercées par les propriétaires territoriaux contre leurs ouvriers, soit parce que la vue de leurs huttes misérables aussi près de leurs châteaux les offusque ou qu'ils veulent se soustraire aux charges d'assistance, soit parce que pour des raisons économiques de rentabilité ou des raisons non économiques de convenance, ils préfèrent transformer leurs champs en prairies ou en parcs à gibier.

Une fois seulement, Marx mentionne une enquête privée dans laquelle il est question du remplacement des ouvriers agricoles par les machines ; il s'agit de la période 1849-1859. Mais il reconnaît lui-même le peu de portée de cette « expropriation ». Il constate qu'en 1861 il y avait, tant en Angleterre que dans le Pays de Galles, 1.205 ouvriers ruraux occupés au maniement de machines agricoles. En admettant que chaque exploitation ne possède qu'une machine et que chaque machine n'occupe qu'un seul ouvrier, il ne pouvait donc y avoir en 1861 que 1.205 machines travaillant en même temps dans autant d'exploitations agricoles, un chiffre parfaitement insignifiant par rapport au nombre des exploitations agricoles du Royaume-Uni. Même si nous supposons que toutes ces machines aient été installées au cours de cette période de 1851-1861, il est extravagant de vouloir prétendre que ces quelques machines aient pu rendre superflus les 600.000 paysans qui, d'après Marx lui-même, ont émigré dans les villes pendant ces dix années. Il faudrait pour cela que dans chacune des 1.200 exploitations pouvant entrer en ligne de compte, chaque machine eût pris la place d'environ 500 personnes, c'est-à-dire d'au moins 100 hommes adultes. Or, c'est à peine si les plus grosses exploitations en occupent autant et la majorité comprend, nous le savons, des fermes de

moyenne étendue occupant un personnel relativement peu nombreux.

Ce sont là les seuls passages du *Capital* dans lesquels Marx parle du machinisme agricole. Nulle part on n'y trouve l'ombre d'une preuve à l'appui de son assertion que l'expropriation est occasionnée par la machine. Il lui aurait été en effet fort difficile d'en apporter la moindre preuve et ses disciples seraient également bien embarrassés de le faire. Car il est un fait notoire que *l'agriculture emploie d'autant plus de bras qu'elle est exercée de façon plus intensive, c'est-à-dire avec plus de capital*.

Le machinisme agricole a besoin d'un nombre de bras toujours croissant pour la préparation du sol, comme pour la culture proprement dite. Il est absolument invraisemblable par conséquent que l'expropriation des ouvriers par le capital agricole atteigne jamais des proportions quelque peu importantes.

### III. L'armée de réserve.

Nous connaissons la cause véritable de l'émigration en masse des prolétaires ruraux : ceux-ci se trouvent placés sous une pression économique *constante* et se portent par suite vers tous les endroits de pression économique *décroissante*.

C'est là la source de l'« excédent de population », la provenance de l'« armée de réserve ». Ce n'est pas le « mode capitaliste de production » qui est coupable. Bien au contraire l'industrie capitaliste a créé des places pour des centaines de milliers d'êtres humains qui sans elle n'eussent eu aucune possibilité de se développer — les naissances chez les serfs étaient généralement peu nombreuses et le taux de la mortalité très élevé — ou qui, dans le cas le plus favorable, eussent dû chercher d'autres terres à cultiver au delà des mers. Et l'agriculture capitaliste arrive

également, bien que dans une moindre mesure, au même résultat : elle ralentit l'exode rural plutôt qu'elle ne l'accélère, car elle a besoin par unité de superficie d'un nombre de bras toujours plus grand.

Le capitalisme, le capital et son accumulation sont entièrement innocents en ce qui concerne ce phénomène. Le seul coupable est le mode de répartition de la propriété foncière ; cette répartition n'est pas seulement, comme Marx l'a établi, la cause de la *production* d'ouvriers « libres » — « l'expropriation du producteur rural... chassé du sol forme le point de départ de tout le processus » — elle aussi est la cause de sa *reproduction* constante et par là de la reproduction de la « relation capitaliste » elle-même, la condition essentielle de toute exploitation capitaliste.

Cette répartition de la propriété foncière n'est donc pas seulement coupable de cette expulsion des fermiers indépendants, des journaliers et métayers, qui est la cause de la centralisation de la population agricole anglaise, faussement interprétée par Marx, elle détermine aussi l'exode rural soi-disant « volontaire ».

De là vient cet excédent d'ouvriers « libres », de là viennent ces ouvriers qui, offrant leur travail à n'importe quel prix, ruinèrent et mirent hors de combat les artisans de la période précapitaliste et des premiers temps du capitalisme ; de là les innombrables aspirants à toutes les nouvelles places qu'a ouvertes l'industrie capitaliste et qui assurèrent à ces déracinés une existence nouvelle préférable à celle qu'ils avaient menée auparavant. Ce n'est pas la « machine » pure et simple, c'est *la machine mise en œuvre par les prolétaires ruraux* qui a ruiné l'artisan. Et surtout ce n'est pas la machine, ce n'est pas le capital qui lui ont fermé presque toutes les nouvelles places, mais le flot des nouveaux-venus, des ouvriers ruraux qui se les arrachèrent, s'offrant à n'importe quel salaire. C'est la concurrence de ces affamés qui seule a enfin contraint l'ouvrier à « jeter femme et enfants

sous la roue de ce char de Jaghernath qu'est le capital », et cela bien que sur le marché du travail la demande s'accroît beaucoup plus rapidement que le chiffre de la population totale.

Cette vérité évidente n'a pu demeurer si longtemps cachée que par suite du déplorable système de l'« industriocentrisme ». Si les ouvriers ruraux avaient appartenu à une race physiquement différente, s'ils avaient été des nègres ou des coolies, jamais la théorie Ricardo-Marx de l'« expropriation par la machine » n'aurait pu prendre naissance.

Le coupable, le seul auteur responsable de tous les vices de l'économie sociale, c'est le « moyen politique » sous sa forme séculaire de la grande propriété foncière. Le capital n'est qu'une propriété d'usurpation « secondaire », *dérivée* ; il ne peut être un agent d'exploitation, il ne peut « engendrer de plus-value » que si la grande propriété foncière existe dans le même cercle économique ; alors — et alors seulement — la « relation sociale de monopole » peut se maintenir, car sur le marché du travail citadin arrive à jet continu un nombre d'ouvriers « libres » supérieur à ce que le capital peut en employer.

Nous avons là une relation évidente, déduite de prémisses dont l'exactitude n'est pas douteuse et confirmée par des faits irréfutables, semblables dans tous les pays. Si jamais la science est capable de se prononcer sur l'exactitude d'une relation de cause à effet, elle ne peut hésiter ici. Seul l'aveuglement de classe peut s'obstiner à nier un fait dont l'évidence s'impose aussi clairement.

Le capitalisme est le bâtard né de l'union de deux puissances antagonistes de toute éternité, puissances dont la lutte séculaire est, à vrai dire, l'histoire même du monde : l'antique *domination* basée sur la conquête, la domination qui créa l'Etat féodal avec sa première et sa plus importante institution : l'accaparement du sol par la grande propriété foncière ; et la *liberté* qui, au cours de longues luttes,

parvint à conquérir le premier et le plus important des droits de l'homme : la liberté de domicile. Nous comprenons maintenant pourquoi le capitalisme est « un monstre de boue et de feu », pourquoi il possède une « double personnalité » : le citoyen vertueux accouplé au pire criminel ! Les uns le portent aux nues, comme le dispensateur de toutes les richesses, les autres le traînent dans la boue comme la cause de toutes les misères. Nous savons maintenant comment expliquer cette dualité : toutes les malédictions que le capitalisme a attirées sur l'humanité sont l'héritage de la violence primitive qui avilit l'homme au rôle d'objet, de chose soumise à l'arbitraire étranger ; et tous les bienfaits sont l'héritage de l'esprit de liberté. Bâtard de l'esclavage et de la liberté, sa mission est de conduire l'humanité à travers un nouveau servage vers la liberté parfaite en s'effondrant lui-même dans le néant.

## CHAPITRE XV

### LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA RENTE FONCIÈRE

La théorie classique dans toutes ses variantes reste attachée à l'« abc enfantin de l'accumulation primitive » ; de toutes ses doctrines, c'est la théorie de la rente foncière qui s'en est le plus gravement ressentie. Partout elle se présente comme une théorie isolée, privée de tout soutien, rattachée tant bien que mal, extérieurement, à la théorie générale du salaire et du profit, alors que la seule méthode logique eût été de rechercher la racine commune dont sont issues les trois formes du revenu. C'est seulement chez Smith — où presque toutes les théories imaginables se trouvent exposées à côté l'une de l'autre, sans la moindre tentative de conciliation — que l'on peut reconnaître çà et là l'ébauche d'une solution exacte du problème.

#### A. La théorie de la rente foncière du libéralisme social.

##### I. Les Physiocrates.

Le centre du système économique des Physiocrates, s'il est permis de parler déjà de système, est une théorie particulière de la rente foncière. Leur doctrine d'ailleurs n'est pas encore de l'économique systématique : ce ne sont que de simples spéculations sur le droit naturel présentant de fortes tendances économiques ; mais la *théorie* de l'économie tient